

REPUBLIQUE DU TCHAD

MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE

Secrétariat Général

Cellule de Lutte contre le VIH/SIDA

MINISTERE DE LA SANTE
PUBLIQUE

Secrétariat Général

Programme National de Lutte
contre les IST/VIH/SIDA

ETUDE DES IMPACTS SOCIOECONOMIQUES DU **VIH/SIDA** SUR LE SECTEUR EDUCATION AU TCHAD

Décembre 2004

Financement : Programme d'Appui à la Lutte contre le VIH/SIDA - CHD/02/013 (PNUD/UNOPS)

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ACRONYMES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
I. INTRODUCTION	8
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE	9
2.1. Objectif général :	9
2.2. Objectifs spécifiques :	9
III. APPROCHE METHODOLOGIQUE	10
3.1. Première phase : collecte de données	10
3.1.1. Identification des informations à rechercher.....	10
3.1.2. Revue et analyse documentaire.....	11
3.1.3. Echantillonnage :	11
3.1.3. Les outils de collecte des données :	12
3.2. Deuxième phase : Analyse des données	13
3.3. Troisième phase : présentation des résultats globaux et rédaction du rapport	13
IV. CONTRAINTES ET LIMITES DE L'ETUDE :.....	14
4.1. Les contraintes :.....	14
4.1. Les limites :	14
V. CADRE DE L'ETUDE	14
5.1. Description du secteur et du système éducatif tchadien	14
5.1.1. Structuration du secteur éducatif.....	14
5.1.2. Description du système éducatif	16
5.1.3. Evolution des ressources de l'Education	17
VI. ANALYSE DES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DU VIH/SIDA SUR LE SECTEUR EDUCATION	21
6.1. Cadre conceptuel de l'étude des impacts du VIH/SIDA sur le secteur éducation	21
6.2. Analyse de la vulnérabilité institutionnelle du secteur	23
6.3. Cadre institutionnel de la lutte contre le VIH/SIDA en milieu éducatif	23
6.3.1. Au niveau national	23
6.3.2. Au niveau sectoriel.....	24
6.4. Réponse du secteur de l'éducation au VIH/SIDA	25
6.4.1. Activités menées par la cellule de lutte contre le VIH/SIDA	25
6.4.2. Activités menées par les ONG/Associations de lutte contre le VIH/SIDA	25
6.4.3. Activités menées par les associations des élèves dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA	26
6.4.4. Partenaires du secteur de l'éducation dans le cadre de la réponse au VIH/SIDA.....	26
6.5. impacts socio-économiques du VIH/SIDA sur le secteur éducation	26
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	39

ACRONYMES

ADEA	Association pour le Développement de l'Education en Afrique
ADJOSMO	Assistance aux Jeunes Orphelins Sans Moyens
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AJAC	Association de la Jeunesse Anti-Clivage
AMA	Agence Musulmane d'Afrique
AMASOT	Association de Marketing Social au Tchad
APE	Association des Parents d'Elèves
ARV	Anti Rétro Viraux
ASENOS	Association pour la Sauvegarde des Enfants Orphelins du SIDA
ASTBEF	Association Tchadienne pour le Bien-Etre Familial
BAC	Baccalauréat
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
CE	Cours Elémentaire
CEG	Collège d'Enseignement Général
CESIAM	Centre Diocésain d'Information et d'Assistance Médicale
CLS	Cellule de Lutte contre le SIDA
CM	Cours Moyen
CNLS	Comité National de Lutte contre le SIDA
CP	Cours Préparatoire
CREOS	Cadre de Récupération et d'Encadrement des Orphelins du SIDA
CTLS	Comité Technique de Lutte contre le SIDA
DDEN	Délégation Départementale de l'Education Nationale
DINEC	Direction Nationale de l'Enseignement Catholique
DPEN	Délégation Préfectorale de l'Education Nationale
EEMET	Entente des Eglises Missionnaires et Evangéliques au Tchad
ENI	Ecole Normale d'Instituteurs
EVA	Education à la Vie et à l'Amour
EVF/EMP	Education en Vie Familiale et Education en Matière de Population
FAFED	Fonds Amour en Faveur des Enfants en Détresse
FOSAP	Fonds de Soutien aux Activités de Population
GTZ	Coopération Technique Allemande
IEC	Information, Education, Communication
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MPCD	Ministère du Plan, de la Coopération et du Développement
IST	Infection Sexuellement Transmissible
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNLS	Programme National de Lutte contre le SIDA
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPLS	Projet Population Lutte contre le SIDA
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
SET	Syndicat des Enseignants du Tchad
SIDA	Syndrome d'Immuno Déficitaire Acquis
UCCT	Union des cadres chrétiens du Tchad
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Etablissements enquêtés	12
Tableau 2: Publics cibles/établissement	12
Tableau 3 : Dépense par catégorie socioprofessionnelle, par rubrique et par ville	29
Tableau 4: Sources de fonds pour la prise en charge des malades du SIDA du secteur éducation	30
Tableau 5 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des enseignants du primaire d'ici 2015.....	35
Tableau 6: Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des enseignants du secondaire d'ici 2015	35
Tableau 7: Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des enseignants du supérieur d'ici 2015	35
Tableau 8 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des élèves d'ici 2015.....	36
Tableau 9: Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des étudiants d'ici 2015	36
Tableau 10 : Estimations des coûts de la prise en charge globale des malades de SIDA du secteur éducation de 2004 à 2015	37
Tableau 11: Estimations des coûts globaux de la prise en charge globale des malades de SIDA du secteur éducation de 2004 à 2015	38

EQUIPE DE RECHERCHE

Mr Idrissa Simpara, Economiste, Consultant International ;
Mr Ali Adoum, Economiste, Consultant National ;

Ont contribué à la réalisation de cette étude :

Mr Mbaïro Dermbaye Djélamdé, Coordonnateur de la Cellule de Lutte contre le Sida/MEN ;
Mr Djimadoum Kotidjé-Fils, Coordonnateur Adj. de la Cellule de Lutte contre le Sida/MEN ;
Mr Moulkogué Boulo Félix, Rapporteur Général de la Cellule de Lutte contre le Sida/MEN ;
Mr Nébé Aldingalaouel, Rapport Adjoint de la Cellule de Lutte contre le Sida/MEN.

Enquêteurs :

Mme Djibrine Amdagou, Ministère de l'Education ;
Mr Bolmbari Ngolaou, Ministère de l'Education ;
Mr Tibé Kalandé, Ministère de l'Education ;
Mr Benidman Kotol, Ministère de l'Education ;
Mr Denis Tatola, Réseau des Associations des PVVIH ;
Mr NGoul Dossoum, Persévérance Vie/Kélo (Association des PVVIH) ;
Mme Delaou Généviève, AFSS Espoir/Moundou (Association des PVVIH) ;
Mme NGango Yvette, AFSS Espoir/Moundou (Association des PVVIH).

RESUME

L'épidémie de VIH/SIDA n'épargne certes aucun secteur, néanmoins, le secteur éducation reste l'un des plus touchés. En effet, en plus de l'importante proportion des jeunes dans la population tchadienne, de la précarité socio-économique, les déterminants propres au secteur éducation favorisent la propagation du VIH/SIDA chez les enseignants et les élèves/étudiants.

Cette étude a pour objet d'analyser les impacts socioéconomiques du VIH/SIDA sur le secteur éducation.

Ainsi, après l'analyse de la vulnérabilité du secteur éducation, le cadre institutionnel mis en place et la réponse apporté par le secteur ont été passé en revue. Puis le cadre conceptuel de l'analyse des impacts socioéconomique du VIH/SIDA sur le secteur éducation a été élaboré sous l'angle « impacts quantitatifs » et « impacts qualitatifs » que le VIH/SIDA pourrait avoir sur le secteur. Il s'agit des impacts sur :

- ◆ L'offre de l'éducation (décès des enseignants, coûts de remplacement des enseignants décédés, perte de productivité et absentéisme du personnel du système éducatif) ;
- ◆ La demande de l'éducation (déperdition scolaire, scolarisation, décrochage des élèves/étudiants infectés ou affectés par VIH/SIDA) ;
- ◆ Les ressources de l'Etat et des familles affectées ;
- ◆ L'allocation des ressources disponibles au niveau de l'Etat et des ménages affectés

L'analyse des impacts et les projections a été faite avec le logiciel Spectrum en prenant en compte trois (3) scénarii :

- ↳ Scénario 1 (très optimiste) : Croissance tendancielle du taux de séroprévalence dans la population jusqu'à 7% en 2010, suivi de son recul pour revenir 5% en 2015.
- ↳ Scénario 2 (assez optimiste) : Croissance tendancielle du taux de prévalence pour atteindre 10% en 2010, et ensuite stabilisation jusqu'en 2015
- ↳ Scénario 3 (pessimiste) : Croissance continue du taux de séroprévalence pour atteindre 15% en 2015.

Les différentes analyses ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

Absentéisme : Le taux d'absentéisme est en moyenne de 4,09 mois sur 9 mois pour les enseignants malades de SIDA et 4,04 mois pour les élèves/étudiants malades de SIDA, soit presque 1 mois sur 2.

Formation des enseignants sur le VIH/SIDA : Le PPLS2 a appuyé la Cellule à hauteur de 56.321.130 Fcfa pour la formation de 743 enseignants toute catégorie confondue (4% des enseignants) soit un coût unitaire de 75.802 Fcfa. Si les 96% des enseignants devraient être formés, cela coûtera approximativement 1.350.488.432 Fcfa.

Au total, pour les deux dernières années ce sont 340.721.130 Fcfa qui ont été investis dans la formation des enseignants dans le domaine du VIH/SIDA et la production des livrets et autres guides. Dans une situation sans SIDA, cette somme pourrait servir, par exemple à construire 68 classes d'écoles primaires (5.000.000 Fcfa/classe). Pour couvrir les besoins actuels pour l'enseignement primaire et secondaire, le Ministère doit mobiliser approximativement 1.750.939.412 Fcfa.

Projections des infections et décès dus au SIDA du corps enseignant :

D'ici 2015, ce sont 1671 à 3882 enseignants du primaire, 1080 à 2505 enseignants du secondaire et 33 à 76 enseignants du supérieur qui vivraient avec le VIH. Soit au total entre 2784 et 6463 enseignants, tout niveau confondu, vivraient avec le VIH en 2015 si aucune stratégie concrète ne mise en place.

Les décès cumulés des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur pour la période 2004-2015 seraient respectivement de 1278 à 2968, 697 à 1619 et 25 à 59.

Projections des infections et décès dus au VIH/SIDA chez les élèves/étudiants (Sur EpiModel et Spectrum) :

D'ici 2015, ce sont 17836 à 42805 élèves et 980 à 2275 étudiants qui vivraient avec le VIH. Soit au total entre 18815 et 45080 élèves et étudiants vivraient avec le VIH en 2015.

Les décès cumulés des élèves et étudiants pour la période 2004-2015 seraient respectivement de 12375 à 29697 et 73 à 171.

Coûts de la prise en charge :

A N'Djaména, un enseignant malade de SIDA dépense en moyenne 452.474 FCFA par an pour le transport, les consultations, l'hospitalisation, l'achat des médicaments, les analyses médicales et autres dépenses telles que la nourriture contre 149.475 FCFA et 269.822 FCFA pour respectivement l'élève/étudiant et autre personnel.

A Moundou, l'enseignant malade de SIDA consacre en moyenne 550.196 FCFA pour les mêmes catégories de dépenses contre 194.216 FCFA pour l'élève/étudiant et 280.492 FCFA pour autre catégorie de personnel.

Sur la base du coût moyen de prise en charge globale des malades de SIDA (HGRN, 2004) et si aucune stratégie cohérente de lutte contre le VIH/SIDA n'est mise en œuvre dans le secteur éducation, ce sont 7.330.644.200 à 17.490.392.560 Fcfa qui seront dépensés pour la prise en charge globale des malades de SIDA du secteur de l'éducation sur la période 2004-2015.

Si la prise en charge de ces dépenses prévisionnelles doit être supportée par les malades eux-mêmes ou leurs familles, comme constaté lors de la collecte des données, cela grèvera certainement leur budget familial ; ce qui aura pour conséquence la paupérisation croissante des ménages affectés par le SIDA.



I. INTRODUCTION

L'épidémie mondiale de SIDA est l'un des plus graves problèmes auquel notre génération soit confrontée (Kofi Annan, Rapport Mondial sur le VIH/SIDA, ONUSIDA, 2004). Cette crise mondiale continue à s'aggraver en Afrique. En effet, l'infection à VIH/SIDA est aujourd'hui la première cause de mortalité en Afrique et celle qui freine presque tous les efforts de développement. Aucun secteur socio-économique n'est aujourd'hui épargné (éducation, santé, sécurité, etc.)

Malgré les efforts entrepris çà et là par la communauté internationale, la pandémie continue de progresser sur le continent à une vitesse exponentielle.

Selon les estimations de l'ONUSIDA, en 2003, environ 3 millions de décès seraient attribuables au SIDA. Pour la même année, l'ensemble des nouvelles infections est estimé à environ 5 millions. Au total, environ 38 millions de personnes vivent avec le VIH dans le monde dont 25 millions en Afrique soit 65% de l'ensemble des cas.

Cette propagation fulgurante de la maladie a des impacts désastreux sur le développement des pays africains, en particulier dans le secteur éducatif où la tranche des jeunes de 15 à 24 ans est la plus vulnérable et la plus touchée. On estime aujourd'hui à plus de 10 millions de personnes de cette tranche d'âge atteintes, soit pratiquement près du tiers des cas.

Au Tchad, on est passé de 2 cas en 1986 à près de 18.000 cas notifiés en 2003. Ce chiffre n'est que la partie visible de l'iceberg. En effet, selon les estimations de l'ONUSIDA, en 2003, entre 200 000 et 300 000 personnes vivaient avec le VIH/SIDA au Tchad. Selon le rapport épidémiologique 2003 du PNLS, plus de 60% des cas notifiés ces deux dernières années concernent les personnes dont l'âge se situe entre 16 et 49 ans, c'est-à-dire la frange de la population la plus active. En 2004, le taux de séroprévalence national est estimé à 4,8% (ONUSIDA). Cette progression fulgurante touche tous les secteurs dont celui de l'éducation où les impacts commencent à être perceptibles.

C'est donc, dans le but de mieux cerner la dimension du problème dans ce secteur si sensible en vue d'y apporter des réponses idoines, que le Programme d'appui à la lutte contre le VIH/SIDA a initié la présente étude. Ce Programme financé par le PNUD et géré par l'UNOPS a pour mission essentielle d'appuyer le gouvernement dans sa lutte contre la pandémie.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

2.1. Objectif général :

- Etudier les impacts socio-économiques du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation, afin de mieux orienter les futures interventions dans l'optique d'obtenir plus de synergie dans la lutte.

2.2. Objectifs spécifiques :

Il s'agit :

1. d'analyser le secteur de l'éducation en faisant ressortir ses particularismes, ses déterminants et surtout sa vulnérabilité en tant qu'institution de formation ;
2. d'estimer le nombre de cas de VIH/SIDA parmi les élèves/étudiants, les enseignants le personnel administratif, etc. ;
3. d'analyser les effets du VIH/SIDA sur l'offre de l'éducation :
 - ✓ décès des enseignants dus à la maladie ;
 - ✓ coûts de remplacement des enseignants décédés ;
 - ✓ perte de productivité et/ou absentéisme du corps enseignant infecté par le virus ;
 - ✓ perte de productivité et/ou absentéisme dans le secteur éducatif ;
4. d'analyser les effets du VIH/SIDA sur les ressources disponibles de l'éducation :
 - ✓ ressources consacrées à l'éducation par les ménages ;
 - ✓ fonds publics disponibles pour l'éducation ;
 - ✓ masse salariale allouée aux enseignants infectés et à leurs remplaçants, etc. ;
5. d'analyser les effets du VIH/SIDA sur la qualité de l'éducation ;
6. d'analyser les effets du VIH/SIDA sur le processus éducatif, comme, par exemple, l'impact de la présence d'enseignants et/ou d'élèves vivant avec la maladie ;
7. d'analyser les effets du VIH/SIDA sur les contenus des programmes de formation :
 - ✓ temps qui y est consacré ;
 - ✓ coûts de conception et d'élaboration finale des documents pédagogiques ;
 - ✓ formation des élèves/étudiants et des enseignants sur le VIH/SIDA ;
8. d'identifier les effets probables de la pandémie sur la pérennité du système éducatif ;
9. de faire des projections de la clientèle potentielle du système éducatif et du taux de scolarisation, en tenant compte des impacts du VIH/SIDA ;
10. de faire des projections en termes de pertes et de besoins en enseignants et autre personnel du système éducatif lié au VIH/SIDA ;
11. de faire des recommandations sous forme d'orientations stratégiques en vue de la prise en compte des impacts socio-économiques identifiés.

III. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'approche méthodologique comporte trois phases :

3.1. PREMIERE PHASE : COLLECTE DE DONNEES

Notons que l'étude a porté sur le Ministère de l'Education Nationale et celui de l'Enseignement supérieur.

3.1.1. Identification des informations à rechercher

3.1.1.1. *Données relatives au secteur de l'éducation*

- ✓ Organisation et structures du système éducatif ;
- ✓ Projet de réforme du système éducatif ;
- ✓ Stratégie du Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur face au VIH/SIDA ;
- ✓ Principaux indicateurs du système éducatif ;
- ✓ Scénarios de l'évolution des effectifs (élèves/étudiants, enseignants, administrations de l'école, etc.) ;
- ✓ Fichier de gestion des enseignants ;
- ✓ Nombre d'élèves/étudiants, enseignants personnel administratif vivant avec le VIH/SIDA (séropositifs et malades) ;
- ✓ Nombre d'élèves/étudiants, enseignants, personnel administratif décédés
- ✓ Taux de prévalences cumulés ;
- ✓ Evolution du taux de prévalence annuel dans le milieu scolaire (enseignants, élèves/étudiants etc.) ;
- ✓ Taux d'absentéisme ;
- ✓ Incidents sur le contenu des programmes (qualité) ;
- ✓ Productivité dans le système éducatif ;
- ✓ Temps consacré à l'enseignement du VIH/SIDA dans les programmes ;
- ✓ Résultats obtenus dans le secteur éducatif en matière de lutte contre le VIH/SIDA ;

3.1.1.2. *Dépenses de l'éducation et le coût relatif à la maladie*

- ✓ Budget de l'éducation et sa part dans le budget général de l'Etat et dans le PIB ;
- ✓ Evolution des dépenses de l'éducation par niveaux d'enseignement, par nature des dépenses et par source de financement (bailleurs de fonds, Etats, communautés, ménages etc.) ;
- ✓ Coût de remplacement des enseignants décédés ;
- ✓ Coût de formation et de recyclage des nouveaux enseignants ;
- ✓ Coûts sociaux (funérailles, etc.)
- ✓ Coût unitaire par élève ;
- ✓ Coût d'intégration du VIH/SIDA dans le programme d'enseignement (coût de formation des enseignants, d'élaboration des supports pédagogiques, etc.).

3.1.2. Revue et analyse documentaire

Toutes les sources d'informations disponibles ayant trait au sujet ont été passées en revue, notamment :

- ✓ les rapports, études/recherches, revues des projets/programmes, plans de lutte contre le VIH/SIDA
- ✓ les publications et données statistiques sur le VIH/SIDA des organismes internationaux ;
- ✓ les résultats d'enquêtes déjà réalisées sur la pandémie auprès des populations ;
- ✓ les rapports et autres documents relatifs au Ministère de l'éducation et à celui de l'enseignement supérieur ;
- ✓ le budget général de l'Etat dans sa composante éducation et santé.

3.1.3. Echantillonnage :

3.1.3.1. Groupes cibles de l'étude :

Sur le plan institutionnel, le Ministère de l'Education Nationale et celui de l'Enseignement Supérieur sont les cibles de cette étude. Dans ces deux (2) Ministères en charge de l'éducation, les groupes cibles suivants ont été retenus :

1. Responsables des Ministères de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur ;
2. Inspecteurs d'enseignement primaire et secondaire ;
3. Doyens des facultés, proviseurs et directeurs des écoles ;
4. Enseignants, étudiants et élèves ;
5. et personnes vivant avec le VIH du secteur.

Afin d'affiner les données collectées et de mieux comprendre la problématique VIH/SIDA dans le secteur éducation, l'équipe des consultants a rencontré aussi :

- ✓ les principaux responsables du Ministère de la Santé Publique ;
- ✓ les responsables de l'association des parents d'élèves ;
- ✓ les responsables des syndicats des enseignants ;
- ✓ les structures déconcentrées des Ministères en charge de l'éducation ;
- ✓ les Organisations non gouvernementales et communautaires impliquées dans la lutte contre la maladie dans le secteur éducation ;
- ✓ les partenaires au développement (Organismes bilatéraux et multilatéraux) ;
- ✓ les responsables de projets/programmes de lutte contre le VIH/SIDA

La collecte des données s'est faite en trois (3) étapes : (1) collecte dans onze (11) localités par l'équipe de la Coordination des ARV (N'Djaména, Bongor, Kélo, Pala, Léré, Moundou, Doba, Sarh, Guelendeng, Massaguet, Massakory) pour faire la situation de la prise en charge ; (2) collecte des données complémentaires par la Cellule de Lutte contre le SIDA Ministère de l'Education Nationale dans les Délégations Régionales de l'Education. Les Consultants devraient travailler sur la base de ces données ; (3) Mais vu l'insuffisance des données collectées, l'équipe des consultants a organisé une rapide collecte sur une échelle très réduite afin d'avoir quelques éléments de coûts. Ainsi, en tenant compte de la prévalence du VIH/SIDA dans les différentes régions du pays, les villes de N'Djaména, Kélo et Moundou ont été retenues d'un commun accord avec les commanditaires de l'étude. Les taux de prévalence du VIH dans ces localités, la complétude du paquet d'activités VIH, l'accessibilité géographique et l'importance numérique de la population scolaire ont orienté ce choix.

Les trois (3) niveaux d'enseignement c'est à dire primaire, secondaire et supérieur ainsi que les écoles publiques et privées ont été touchés par cette étude. Le tableau ci-dessous résume l'échantillon des écoles enquêtées par les consultants.

Tableau 1: Etablissements enquêtés

Ville	Niveau d'enseignement	Nom de l'établissement	NOMBRE
N'Djaména	• Primaire	Ecole du centre, Ecole de la rue de 40 m, Chagoua-FDAR, Ecole pilote de Farcha	4
	• Secondaire	Lycée Félix Eboué, Lycée féminin bilingue, Collège Jean-Paul Sartre, CEG2	4
	• Supérieur	Université de N'Djaména, Institut « La Francophonie »	2
Moundou	• Primaire	Ecole du Centre, Ecole Doumbeur II, Ecole d'application de Doyon	3
	• Secondaire	Lycée Notre Dame, CEG2, Lycée Technique Commercial	3
Kélo	• Primaire	Ecole du Centre, Ecole Notre Dame, Ecole Cotontchad	3
	• Secondaire	Lycée de Kélo, Collège adventiste, CEG de Kélo	3
TOTAL			22

Tableau 2: Publics cibles/établissement

Lieu	Niveau d'enseignement	Groupes cibles									Nb. de personnes
		I	R	A	D	ENM	EENM	EM	EEM	APM	
N'Djaména	Primaire	4	-	4	-	12	12	4	4	2	42
	Secondaire	4	-	8	-	12	12	4	8	4	52
	Supérieur	-	1	4	2	6	6	2	8	4	33
Moundou	Primaire	1	-	3	-	6	6	6	6	6	34
	Secondaire	1	-	3	-	6	6	6	6	6	34
Kélo	Primaire	1	-	3	-	6	6	6	6	6	34
	Secondaire	1	-	3	-	6	6	6	6	6	34
Total		12	1	28	2	54	54	34	44	34	263

I: Inspecteur
R: Recteur
A: Administrateurs
D : Doyen
ENM : Enseignants non malade
EENM : Elèves/Etudiants non malades
EM : Enseignants vivant avec le VIH
EEM : Elève/Etudiant vivant avec le VIH
APM : Autre personnel vivant avec le VIH

3.1.3. Les outils de collecte des données :

Pour collecter les données, sept (7) types de questionnaires pour les entretiens individuels et des grilles de collecte de données épidémiologiques, financières, ressources humaines, etc. ont été élaborés.

La collecte des données auprès des groupes cibles sus-cités a été faite par les cadres du Ministère de l'Éducation Nationale. Néanmoins, pour le groupe cible PVVIH, une personne vivant avec le VIH cadre du Ministère de l'Éducation Nationale a été choisi. Au total huit (8) enquêteurs ont administré les questionnaires.

Aussi, compte tenu de la durée de l'étude (trop courte) les questionnaires ont été circonscrits à des points précis venant ainsi compléter les informations obtenues lors des entretiens. Pour la même raison, un échantillon raisonné a été retenu.

3.2. DEUXIEME PHASE : ANALYSE DES DONNEES

En prenant en compte les objectifs spécifiques de l'étude, les données quantitatives ont été analysées sur le logiciel Excel, les données qualitatives ont été dépouillées manuellement et les projections ont été faites sur les logiciels Spectrum et EpiModel.

L'analyse de la qualité de l'éducation a pris en compte les paramètres suivants : contenus des programmes, matériels didactiques, emplois du temps, rapport présence/absentéisme, ratio élèves/enseignants, etc.

L'analyse quantitative a tenu compte du taux de scolarisation, des déperditions scolaires, du rapport élèves, étudiants et enseignants infectés par rapport à l'effectif global etc.

Ensuite des projections, avec les logiciels Spectrum et EpiModel, ont été faites sous formes de scénarios d'ici 2015 :

Scénario 1 (très optimiste) : Croissance tendancielle du taux de séroprévalence dans la population jusqu'à 7% en 2010, suivi de son recul pour revenir 5% en 2015.

Scénario 2 (assez optimiste) : Croissance tendancielle du taux de prévalence pour atteindre 10% en 2010, et ensuite stabilisation jusqu'en 2015

Scénario 3 (pessimiste) : Croissance continue du taux de séroprévalence pour atteindre 15% en 2015.

2.3. TROISIEME PHASE : PRESENTATION DES RESULTATS GLOBAUX ET REDACTION DU RAPPORT

Débriefing avec les parties concernées sur la structure générale du rapport, les résultats globaux issus d'une première analyse et ses premières conclusions. Cette approche présente l'avantage de recueillir les avis, les préoccupations et apports éventuels des participants et de les prendre en compte lors de la rédaction du rapport final.

Ensuite, le Consultant International a procédé à une analyse plus fine des données pour ensuite rédiger le rapport final.

IV. CONTRAINTES ET LIMITES DE L'ETUDE :

4.1. LES CONTRAINTES :

- Le manque notoire des données de la réponse au VIH/SIDA dans le secteur éducation ;
- Le manque de données épidémiologiques (séroprévalence) chez le personnel de l'éducation et élèves/étudiants ;
- L'indisponibilité du personnel enseignant et administratif au cours de la collecte des données (le sujet n'y est sans doute pas étranger) ;
- L'insuffisance de données statistiques récentes sur le secteur de l'éducation ;
- Le refus du personnel du Collège Jean-Paul Sartre de répondre aux questionnaires ;
- Les tabous et les préjugés qui entourent encore toutes les questions liées au VIH/SIDA.

4.1. LES LIMITES :

Cette étude n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle n'a pas non plus l'ambition de déterminer la prévalence du VIH/SIDA dans le secteur éducatif tchadien. Elle s'est basée sur les données existantes qui malheureusement sont très parcellaires et de fois pas du tout à jour. Néanmoins, cette étude permettra de baliser le terrain, de concevoir un cadre conceptuel de l'analyse des impacts socioéconomiques du VIH/SIDA sur le secteur éducation qui pourrait être appliqué convenablement avec des données plus complètes et plus fiables.

V. CADRE DE L'ETUDE

5.1. DESCRIPTION DU SECTEUR ET DU SYSTEME EDUCATIF TCHADIEN

5.1.1. Structuration du secteur éducatif

La charge de l'éducation nationale est partagée actuellement entre deux ministères : le Ministère de l'éducation nationale et le Ministère de l'enseignement supérieur.

5.1.1.1. Ministère de l'Education nationale

Le Ministère de l'Education nationale se trouve actuellement en pleine phase de restructuration dans la perspective d'une adaptation des capacités nécessaires à l'appropriation des objectifs de la scolarisation pour tous à l'horizon 2015.

Il comporte deux ordres d'enseignement : l'enseignement de base et l'enseignement secondaire. Les attributions et l'organisation du Ministère sont définies par le décret n°14/PR/MEN/2003 qui marque un pas important vers la décentralisation.

Le Ministère comporte au niveau central un Cabinet comprenant un directeur et deux conseillers, un Secrétariat général, une Inspection générale des services, deux Directions générales, douze Directions techniques ainsi que des Organismes sous tutelles.

La Direction générale des enseignements, de la formation et de l'alphabétisation a la charge de la coordination, de l'animation et du contrôle de l'exécution des activités des directions et services placés sous son autorité. Ce sont les directions de :

- ✓ l'enseignement de base ;
- ✓ l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales ;
- ✓ l'enseignement secondaire général ;
- ✓ l'enseignement secondaire, technique et professionnel ;
- ✓ la formation des enseignants ;
- ✓ l'enseignement privé ;
- ✓ l'enseignement bilingue.

Ces deux dernières directions viennent récemment d'être rendues opérationnelles. La Direction générale de la planification et de l'administration s'occupe de l'élaboration, du suivi et du contrôle de l'application de la réglementation en matière de gestion des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que de l'analyse prospective du secteur de l'éducation et de la formation. Elle comprend les directions suivantes :

- ✓ ressources humaines ;
- ✓ projets éducation ;
- ✓ analyse et prospective ;
- ✓ examens et concours ;
- ✓ affaires administratives, financières et matérielles.

Cette dernière direction est de création récente tandis que la Direction nationale des examens et concours n'était qu'un simple service qui vient d'être élevé en direction.

Notons aussi, l'existence des institutions autonomes sous tutelle du Ministère de l'Education Nationale. Ce sont :

- ✓ la Commission nationale tchadienne pour l'UNESCO ;
- ✓ le Centre pédagogique de l'ISSESCO au Tchad ;
- ✓ le Centre national de curricula ;
- ✓ l'Agence pour la promotion des initiatives communautaires.

5.1.1.2. Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle

Le décret n°462/PR/MESRSFP/2002 du 11 novembre 2002 définit ses attributions et missions. Il est composé au niveau central du Cabinet du Ministre et d'un Secrétariat général et comprend quatre directions techniques :

- ✓ Enseignement supérieur ;
- ✓ Recherche scientifique et de la technologie ;
- ✓ Orientation et Planification des bourses ;
- ✓ Affaires administratives, financières et matérielles.

Ce Ministère a sous sa tutelle :

- ✓ l'Université de N'Djaména ;
- ✓ l'Université Adam Barka d'Abéché ;
- ✓ l'Institut Universitaire des Sciences Agronomiques et de l'Environnement de Sarh ;
- ✓ l'Institut Universitaire des Sciences et Techniques d'Abéché ;
- ✓ l'Institut Universitaire Polytechnique de Mongo ;
- ✓ l'Institut Universitaire des Techniques d'Entreprises de Moundou ;
- ✓ l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education ;
- ✓ le Centre National d'Appui à la Recherche.

5.1.2. Description du système éducatif

Le système éducatif tchadien est identique à celui de la plupart des pays d'Afrique francophone. Ainsi, après les six années d'enseignement primaire suivent sept ans d'enseignement secondaire (quatre ans pour le premier cycle et trois ans pour le second cycle), et deux à quatre années d'enseignement ou de formation dans le cycle supérieur

Le cycle d'enseignement primaire conduit l'élève au certificat d'études primaires élémentaires et au concours d'entrée en sixième, tandis que le premier cycle du secondaire mène au Brevet d'études du premier cycle et le second cycle au baccalauréat. L'élève en deuxième année du cycle secondaire (5^{ème}) a également la possibilité d'entrer sur concours au Collège d'enseignement technique de Sarh, et le titulaire du brevet peut s'orienter vers les Lycées techniques et les Ecoles professionnelles.

5.1.2.1. Les différents types d'écoles et établissements secondaires

Il existe trois catégories d'écoles : l'école publique, l'école privée et l'école communautaire. L'école publique est la plus fréquentée mais elle porte encore les séquelles de la guerre. L'école privée et l'école communautaire sont en pleine expansion.

- *Les écoles primaires*

Les écoles publiques

Elles étaient les plus nombreuses (82% en 1996) et les plus fréquentées (80% des élèves tchadiens). Elles ne représentent que 54,17% du nombre total des écoles tchadiennes aujourd'hui. Au lendemain de l'indépendance les écoles publiques ont connu un grand essor dans tout le pays grâce à une demande croissante d'éducation et un soutien adéquat de la part de l'Etat. Elles assuraient alors une formation de qualité. Mais depuis la guerre de 1979, les écoles publiques doivent se partager leur mission avec les écoles privées et surtout avec les écoles communautaires. Le manque de moyen de l'Etat et la pression démographique vont profondément affecter la qualité de l'enseignement et l'efficacité en leur sein. Tout en étant gratuites, les écoles publiques vont petit à petit être à la charge des parents qui aujourd'hui s'occupent de la construction et de la réhabilitation des bâtiments, de l'achat des mobiliers et même de l'emploi de bon nombre de maîtres.

Les écoles privées

L'enseignement privé forme un ensemble hétérogène d'établissements qui diffèrent tant par leur création, leur organisation que par leur performance.

Parmi les écoles privées, les écoles catholiques constituent un réseau bien structuré et dispensent un enseignement de qualité. Bien que les manuels et les constructions soient pris en charge par l'église catholique, la plupart des maîtres sont mis à disposition par l'Etat en vertu d'une convention d'association avec l'église catholique. Les écoles catholiques disposent de leurs propres inspections.

Moins nombreuses que les écoles catholiques et créées par des associations et des églises, les écoles protestantes connaissent peu de problèmes d'investissement. Elles ne bénéficient pas de soutien de l'Etat à l'instar des écoles catholiques.

Les écoles arabophones dispensent un enseignement en langue arabe avec un contenu religieux. Ces écoles utilisent des ouvrages étrangers venant des différents pays arabes par manque de manuels tchadiens. Elles rémunèrent la plus grande partie de leurs enseignants, généralement non formés sur les ressources propres. Les écoles arabophones sont dans une situation financière et matérielle difficile. Elles font face ces dernières années, à une croissance effrénée des effectifs avec la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle.

Les écoles communautaires sont souvent nées de la guerre au Tchad et se sont multipliées rapidement. Elles couvraient 11,39 % des inscriptions du primaire en 1995/96 contre 8 % pour le privé et connaissent un taux de croissance annuel moyen de 6,21%. On dénombre en 2000/2001, 1549 écoles communautaires soit 48,45% du nombre total des écoles. Le fonctionnement des écoles communautaires qui sont généralement en milieu rural est fortement conditionné par les activités agropastorales et leur ouverture et fermeture temporaires alternent avec les variations des saisons et les déplacements des communautés, surtout semi-nomades.

Les maîtres qui sont entièrement pris en charge par la communauté, ne doivent leur présence à ces écoles que grâce à leur propre motivation – étant eux-mêmes le plus souvent originaires de la localité – plutôt qu'à leur maigre et aléatoire rétribution. Leur niveau d'instruction par contre atteint rarement le brevet. Rares sont ceux d'entre eux qui ont reçu une formation à l'école normale d'instituteurs.

L'une des grandes caractéristiques du système réside dans l'existence d'un très grand nombre d'écoles rurales et d'écoles à cycle incomplet même si leurs effectifs sont plutôt réduits par rapport à ceux des grandes villes surtout N'Djaména (11%).

• *Les établissements secondaires* : Comprennent :

- ✓ les lycées et collèges d'enseignement général ;
- ✓ les lycées et collèges d'enseignement technique industriel et commercial ;
- ✓ les écoles normales d'instituteurs ;
- ✓ les centres d'apprentissages et de perfectionnement.

La création des établissements du secondaire connaît un accroissement à mesure que les écoles du primaire se développent très rapidement en ce moment. Leur création a augmenté de 21% entre 2000 et 2001. De même, les effectifs connaissent un accroissement rapide.

5.1.3. Evolution des ressources de l'Education

A l'instar des autres pays africains, le Tchad a beaucoup investi dans le système éducatif tant en moyens financiers qu'en capital humain.

En effet, au Tchad, l'éducation représente à elle seule plus de 20% du total des dépenses publiques. Dans le cas tchadien, on se rend compte, au fil des années, de l'importance de cet investissement tant institutionnel qu'humain. Malheureusement, ses investissements sont aujourd'hui fortement menacés par le VIH/SIDA. Les pertes en ressources humaines et financières liées à la pandémie sont si importantes dans le pays qu'elles risquent de compromettre dangereusement et pour longtemps les actions de développement, et conduire ainsi à l'effondrement de nombreux secteurs socio-économiques.

C'est pourquoi, le secteur éducatif en tant que moteur du développement socioéconomique constitue une priorité nationale dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA.

5.1.4. Ressources humaines du secteur

On dénombrait en 2000/2001 au Tchad 984.224 élèves du primaire, 162.497 élèves au secondaire et 6730 étudiants du supérieur, avec un taux de scolarisation de l'ordre de 75,4% dont 91,5% pour les garçons et 58,9% pour les filles. Selon les chiffres provisoires de la Direction de la planification, on en serait en 2003/2004 à 1.114.700 dans le primaire et à 213.000 dans le secondaire. Ces effectifs connaissent surtout une évolution rapide depuis les dernières décennies. Si la croissance moyenne annuelle a été de 10% entre 1999/2000 et 2000/2001 pour les écoles publiques, elle l'a été de 24,2% pour les écoles communautaires.

Cette évolution est remarquée également au niveau de l'accès qui s'élevait en 2001 à 84,1% (95% pour les garçons et 72,4% pour les filles).

La question de l'efficacité interne demeure une préoccupation majeure dans tous les ordres d'enseignements. Le taux de redoublement qui était de 32,87 % au primaire, se trouve en 2001 à 25,5 % ; mais ce pourcentage est beaucoup plus prononcé aux CP : 29,9% au CP1 et 29,5 au CP2. Il est de l'ordre de 16,9% au secondaire et de 8,6% au supérieur. Le taux d'abandon reste encore élevé (9,2% en 2001) au primaire. Il demeure très élevé en classe de CM2 (27%).

La politique d'ajustement structurel menée par le pays impose des restrictions budgétaires qui empêchent le recrutement des enseignants en adéquation avec les besoins éducatifs. Mais la proportion des maîtres n'a cessé d'augmenter chaque année du fait des recrutements dans le privé et le communautaire beaucoup plus que dans le public où le nombre d'enseignants recrutés chaque année à la fonction publique est presque contrebalancé par les départs. On assiste ainsi à un développement du corps des enseignants suppléants qui évolue à un taux accéléré en suivant le rythme des créations des écoles communautaires par les parents.

On dénombre aujourd'hui plus de 20.000 enseignants du primaire et du secondaire et environ 700 du supérieur. Il y a environ dix ans (1996) ils étaient seulement 12.359 pour le primaire et le secondaire et à peine 322 pour le supérieur.

Bien qu'un statut particulier ait été adopté depuis et qui rehausse les salaires des enseignants, son application demeure problématique tandis que la démotivation a gagné en ce moment bon nombre d'entre eux qui n'exclue pas aujourd'hui d'envisager d'aller vers d'autres professions qui s'avèreraient être plus porteuses pour eux.

5.1.5. Ressources financières disponibles pour l'Education

Le crédit inscrit au budget de fonctionnement du Ministère de l'Education nationale s'élève à 259,092 milliards de francs CFA, au titre de l'exercice 2002. Il correspond à une augmentation de 11,34 % par rapport à 2001, avec :

- 61,78 % pour les frais de personnel (avec une proportion importante pour l'enseignement de base) ;
- 21,80 % pour le matériel ;
- 11,75 % pour les subventions et transferts ;
- 4,66 % pour les services.

Ce budget représente 21 % du budget total de fonctionnement de l'Etat. En 2002, l'Etat tchadien a consacré 1,95 % de son PIB au fonctionnement de l'Education.

Pour la même année, 13,375 milliards de francs CFA ont été alloués au Ministère de l'Education au titre du budget d'investissement, sur un total national de 234,436 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 5,586 Milliards de F CFA par rapport à 2001 (près de 70 % de hausse). La hausse a été très importante dans certaines rubriques :

- 136,4 % pour la construction et les infrastructures (3,6274milliards d'augmentation)
- 47,6 % pour les équipements (1,1418 milliards d'augmentation).

Au total, les investissements au Ministère de l'Education Nationale représentent 5,9 % du total de l'Etat et 1,02 % de la richesse nationale.

5.1.6. Les problèmes de gestion de l'école tchadienne

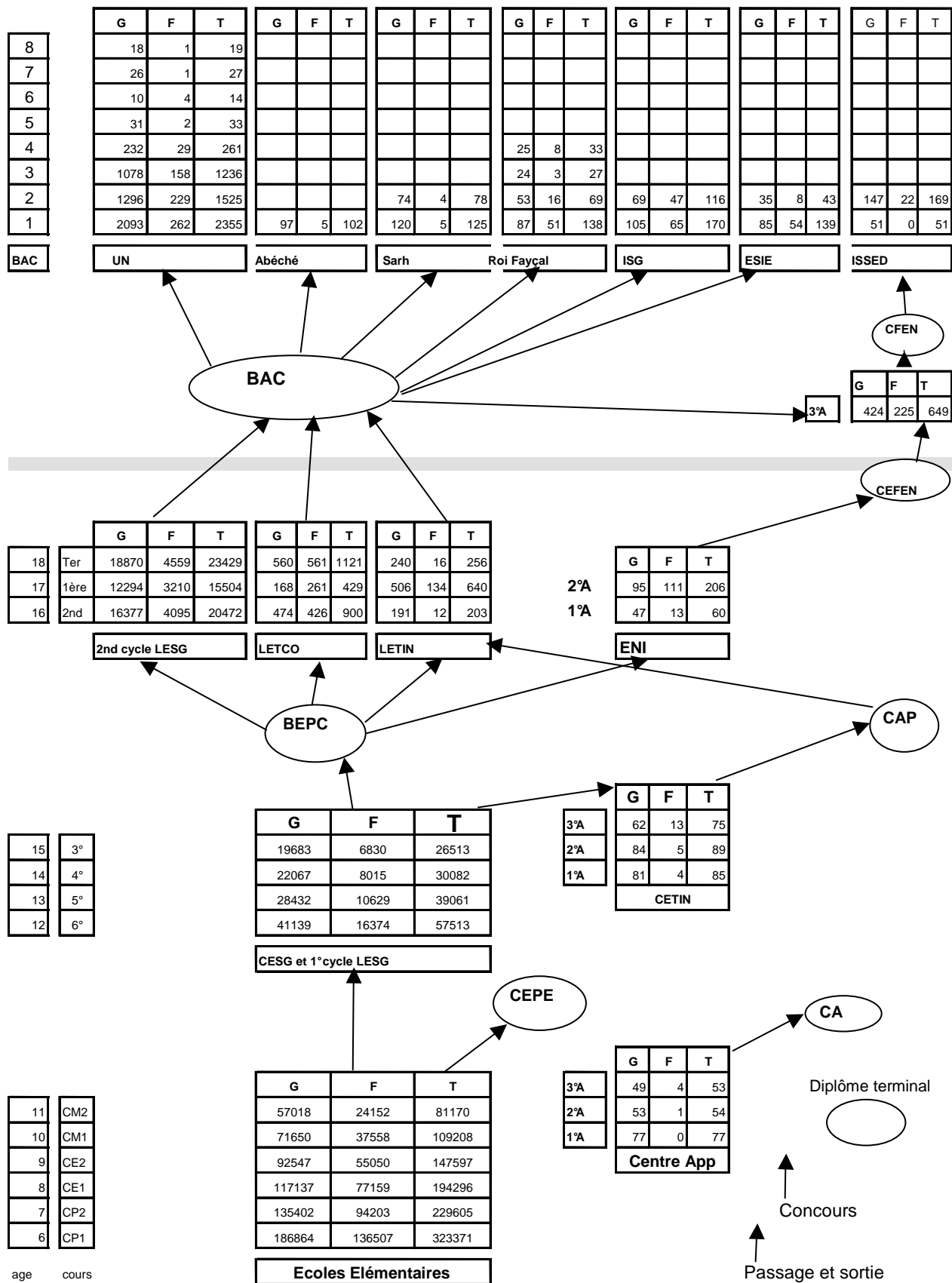
Selon l'UNESCO, les problèmes de gestion identifiés auxquels ce Ministère se trouve confronté actuellement concernent : la centralisation de l'action, les chevauchements dans les rôles, le manque de communication interne et la coordination entre l'administration centrale et les unités régionales.

Le premier pas vers une amélioration de la gestion du système qui a été franchis fût la création récente des délégations départementales. Il faut également relever que le personnel de l'administration centrale est composé en majorité d'enseignants qui ne sont pas initiés à l'analyse des politiques, à la planification des investissements, et à la gestion du budget et du personnel.

La mauvaise répartition des personnels enseignants dans le primaire et le secondaire explique la mauvaise gestion qui prévaut dans le secteur : accumulation des enseignants à N'Djaména et déficits cruciaux dans les provinces surtout celles les plus éloignées.

S'agissant du partenariat, les structures pouvant constituer une base pour un partenariat efficace existent déjà : Association des parents, communautés des villages... Mais malgré leurs actions en faveur de l'école, ces structures ne sont pas encore véritablement associées à la prise de décisions engageant la vie de l'école (malgré la récente création de la fédération des associations de parents d'élèves.) à l'exemple de certaines ONG qui participent parfois pleinement à l'éducation depuis la formulation des politiques jusqu'à la leur réalisation.

Organigramme du système éducatif tchadien
(selon l'Annuaire Statistique - MEN)



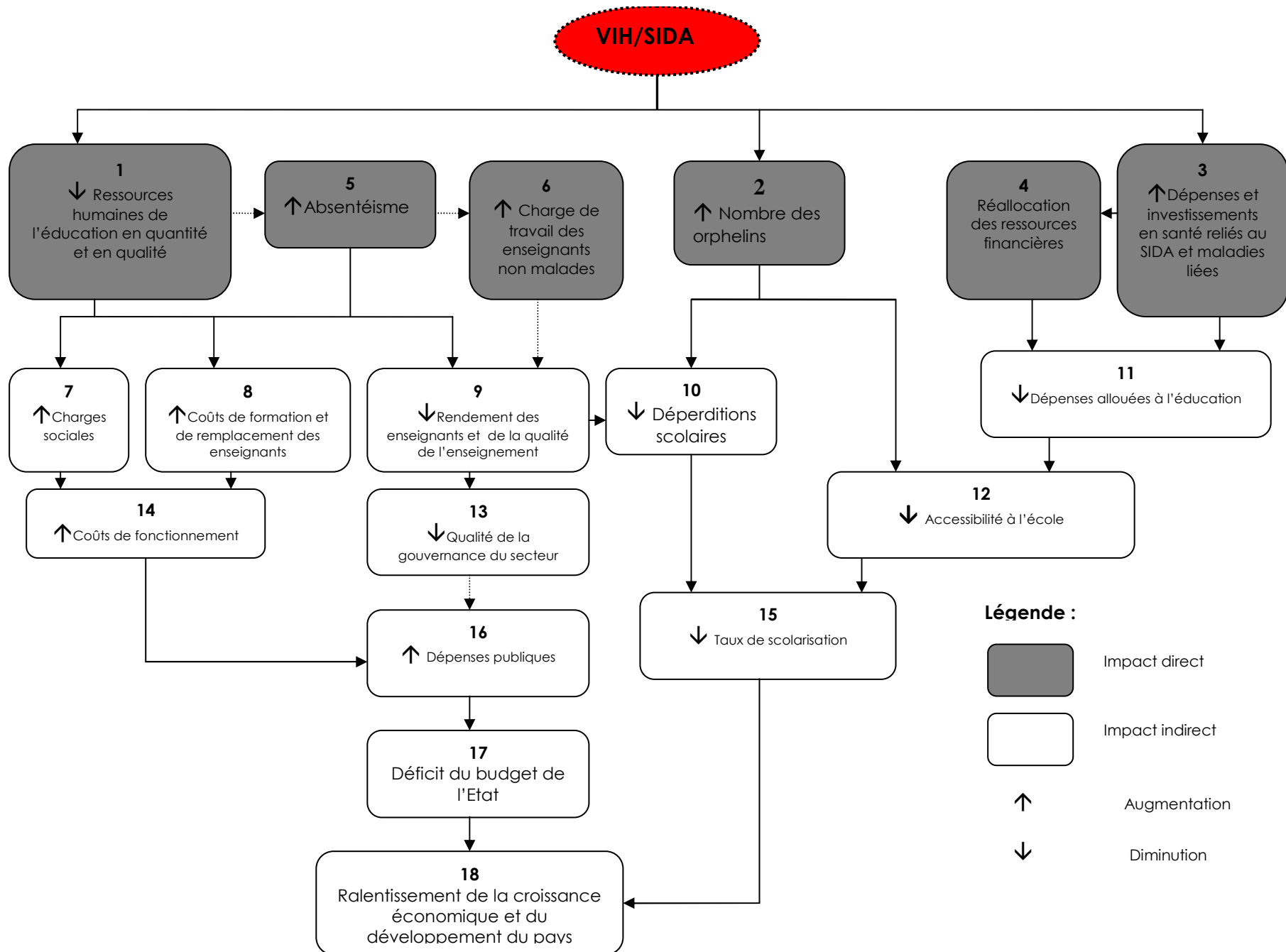
VI. ANALYSE DES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DU VIH/SIDA SUR LE SECTEUR EDUCATION

6.1. CADRE CONCEPTUEL DE L'ETUDE DES IMPACTS DU VIH/SIDA SUR LE SECTEUR EDUCATION

La figure ci-après montre le cadre d'analyse des impacts socio-économiques que le VIH/SIDA peut avoir sur le secteur éducatif. Ainsi, ces impacts seront analysés en terme quantitatif et qualitatif sur :

- ☑ L'offre de l'éducation (décès des enseignants, coûts de remplacement des enseignants décédés, perte de productivité et absentéisme du personnel du système éducatif ;
- ☑ La demande de l'éducation (déperdition scolaire, scolarisation, décrochage des élèves/étudiants infectés ou affectés par VIH/SIDA) ;
- ☑ Les ressources de l'Etat et des familles concernées ;
- ☑ L'allocation des ressources disponibles au niveau de l'Etat et des ménages affectés.

Cadre d'analyse des impacts du VIH/SIDA sur le secteur éducation (primaire, secondaire et supérieur)



Légende :



Impact direct



Impact indirect



Augmentation



Diminution

6.2. ANALYSE DE LA VULNERABILITE INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR

L'épidémie de VIH/SIDA n'épargne certes aucun secteur, néanmoins, le secteur éducation reste l'un des plus touchés. En effet, en plus de l'importante proportion des jeunes dans la population tchadienne, de la précarité socio-économique, des déterminants propres au secteur éducation favorisent la propagation du VIH/SIDA chez les enseignants et les élèves/étudiants.

- *Enseignants :*
 - ✓ Jeunesse du corps enseignant ;
 - ✓ Célibat géographique ;
 - ✓ Affectation en célibataire ;
 - ✓ Existence de préjugés (insuffisance d'informations sur le VIH/SIDA) ;
 - ✓ Harcèlement sexuel ;
 - ✓ Faible utilisation du préservatif lors des rapports sexuels occasionnels.

- *Elèves/Étudiants :*
 - ✓ Jeunesse (goût du risque) ;
 - ✓ Dégradation de l'environnement scolaire ;
 - ✓ Pesanteurs socioculturelles ;
 - ✓ Insuffisance d'éducation sexuelle dans le cadre familial ;
 - ✓ Effritement de l'autorité parentale ;
 - ✓ Pratique des « notes sexuellement transmissibles » ;
 - ✓ Inégalités des rôles entre les filles et les garçons (les filles subissent) ;
 - ✓ Influence des médias ;
 - ✓ Mimétisme ;
 - ✓ Insuffisance d'informations sur le VIH/SIDA ;
 - ✓ Mariage précoce ou forcé ;
 - ✓ Insuffisance des structures de santé de la reproduction surtout pour jeunes ;
 - ✓ Pauvreté des parents obligeant les filles à se « débrouiller » ;
 - ✓ Viols des jeunes filles surtout à N'Djaména ;
 - ✓ Faible utilisation du préservatif chez les élèves.

C'est donc conscient de l'ampleur de la situation du VIH dans le milieu éducatif et du rôle que peut jouer cette institution que l'Etat tchadien a mis en place un cadre institutionnel pour combattre le fléau. Ce cadre a permis, en partenariat avec diverses structures, de mener des actions de lutte qu'il faudrait sans doute appuyer et renforcer.

6.3. CADRE INSTITUTIONNEL DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA EN MILIEU EDUCATIF

6.3.1. Au niveau national

Le Comité national de lutte contre le SIDA (CNLS)

C'est un organe d'orientation politique, de mobilisation sociale et des ressources composé de onze Ministères et des représentants des bailleurs de fonds.

La Commission technique de lutte contre le SIDA (CTLS)

C'est un organe d'encadrement technique composé des Directeurs généraux des ministères et des compétences disponibles au Tchad. Elle est subdivisée en trois sous-commissions : épidémiologie, recherche, information – éducation – communication.

Le Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS)

C'est un organe de coordination, de conception, d'encadrement, d'évaluation et de mobilisation des ressources. Il est composé de six services : Epidémiologie, IEC, Prise en charge médicale, sécurité transfusionnelle, Prise en charge psychosocial et Administration. Il est piloté par une Coordination nationale.

6.3.2. Au niveau sectoriel

La cellule de lutte contre le SIDA du Ministère de l'éducation

Elle a pour mandat :

- ✓ La formation/information du personnel au niveau central et déconcentré ;
- ✓ La création des sous cellules et « barrières naturelles jeunes anti-SIDA » ;
- ✓ L'organisation des caravanes des jeunes ;
- ✓ L'édition, la multiplication et la diffusion des livrets, guides et autres documents à titre de supports ;
- ✓ La promotion du dépistage volontaire en milieu scolaire et chez les enseignants ;
- ✓ La contribution à la réalisation d'enquêtes/études en milieu scolaire et enseignants ;
- ✓ Le soutien/orientation des élèves/enseignants vivant et/ou malades du VIH ;
- ✓ La formulation et la mise en œuvre d'un projet qui couvre globalement l'ensemble des prestations dans le cadre de la lutte contre le SIDA ;
- ✓ La concertation/harmonisation avec les autres acteurs/partenaires en matière de lutte contre le SIDA.

6.3.3. Autres structures de lutte en milieu scolaire

Plusieurs structures interviennent en milieu scolaire parmi lesquelles :

- ▣ Le Programme EvF/EmP (Education à la Vie familiale et en matière de Population) a permis l'enseignement des modules dans le domaine de la santé de la reproduction avec une composante sur le VIH/SIDA (Livret « Binon et Bourma, à la Recherche du Mieux Etre);
- ▣ La GTZ soutient dans sa zone d'intervention, l'enseignement du VIH/SIDA à travers un livret intitulé « Mon Bouclier contre le SIDA » pour le CE1, CM1, CM2 et le guide pour l'enseignant ;
- ▣ La DINEC (Direction Nationale des Etablissements Catholiques) intervient dans les écoles catholiques à travers un module intitulé « Education à la Vie et à l'Amour (EVA) ;
- ▣ Le Syndicat des enseignants a édité un Manuel de l'enseignement du SIDA, destiné aux enseignants ;
- ▣ plusieurs ONG/Associations telles que AMASOT, World Vision, ASTBEF, Margaret Sanger, AJAC, etc. interviennent en milieu scolaire ;
- ▣ La « Caravane des Jeunes » qui est une composante du PPLS 2 basée au PNLS.

6.4. REPONSE DU SECTEUR DE L'EDUCATION AU VIH/SIDA

6.4.1. Activités menées par la cellule de lutte contre le VIH/SIDA

En tant que organe sectoriel de lutte contre le VIH/SIDA, la cellule a orienté son action dans le domaine de la prévention et du plaidoyer.

Activités de prévention

La première phase du Projet population et lutte contre le SIDA (PPLS1) a permis de réaliser les activités suivantes :

- ✓ Formation des formateurs membres de la Cellule ;
- ✓ L'élaboration de deux (2) livrets pour élèves et d'un guide de l'enseignant pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire ;
- ✓ La formation de 402 enseignants dans les 13 anciennes délégations préfectorales de l'Education nationale (DPEN) ;
- ✓ L'impression de 30.000 manuels pour l'expérimentation ;

L'appui du PPLS2 pour la deuxième phase a permis de :

- ✓ former 45 directeurs techniques et Chefs des services du Ministère de l'Education nationale;
- ✓ 55 délégués départementaux de l'Education nationale ;
- ✓ 35 membres des Associations féminines intervenant en milieu scolaire ;
- ✓ 30 animateurs des secteurs d'alphabétisation ;
- ✓ 322 membres des sections locales de lutte contre le SIDA dans les DDEN;
- ✓ d'Imprimer 190.000 manuels de prévention du VIH/SIDA à l'école primaire, 105.000 manuels de prévention du VIH/SIDA au secondaire, 16.500 guides de l'enseignant pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire (français et arabe).
- ✓ de distribuer les manuels de prévention du VIH/SIDA dans 16 DDEN.

Quant aux enseignants, seulement 4% de l'effectif total ont été formés sur VIH/SIDA mais 51% ont reçu le guide de l'enseignement pour la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire.

Activités de plaidoyer

Les activités de plaidoyer à l'endroit des hauts responsables de l'éducation nationale, les parents d'élèves et les enseignants ont permis l'élaboration de la Note Circulaire rendant obligatoire, du moins théoriquement, l'enseignement du SIDA en milieu éducatif et l'introduction de l'enseignement du SIDA dans les curricula de formation des instituteurs. Aussi, le plaidoyer a permis de faciliter l'intervention des ONG/Associations en milieu éducatif.

6.4.2. Activités menées par les ONG/Associations de lutte contre le VIH/SIDA

- ✓ Edition du livret « Binon et Bourma, à la recherche du mieux être » par le Programme EvF/EmP ;
- ✓ Elaboration du module « Education à la Vie et à l'Amour (EVA) » par la DINEC ;
- ✓ Edition du manuel de l'enseignement du SIDA, destiné aux enseignants par la SET;
- ✓ Animation des séances de sensibilisation par la « Caravane des Jeunes » et autres associations ;
- ✓ Promotion du préservatif par l'AMASOT.

6.4.3. Activités menées par les associations des élèves dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA

Malgré l'inexistence d'une véritable stratégie d'éducation par les pairs, il existe dans la plupart d'établissements secondaires des associations d'élèves qui mènent des activités de sensibilisation sur le VIH/SIDA

6.4.4. Partenaires du secteur de l'éducation dans le cadre de la réponse au VIH/SIDA

Le ministère de l'éducation nationale travaille en partenariat avec d'autres ministères et institutions bilatérales et multilatérales dont :

- ☑ *Le Ministère du plan, de la coopération et du développement (MPCD)* à travers le Projet population et lutte contre le SIDA, (deuxième phase (PPLS 2) et le Fonds de soutien aux activités de population (FOSAP) qui financent les activités de lutte contre le SIDA de la Cellule de lutte contre le SIDA.
- ☑ *Le Ministère de la Santé Publique* à travers le PNLS dont les missions ont été définies dans les pages précédentes.
- ☑ *Le Ministère de l'action sociale et de la famille* pour l'identification des orphelins et enfants vulnérables en vue de faciliter leur scolarisation, à travers le Noyau Anti-SIDA.
- ☑ *Le Système des Nations unies* pour le financement des activités et des appuis techniques et stratégique (UNFPA, UNICEF, PNUD et UNESCO)
- ☑ *L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)*, dans le cadre de partage d'expériences avec d'autres pays africains.

6.5. IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DU VIH/SIDA SUR LE SECTEUR EDUCATION

Le thème «Etude des impacts socio-économiques du VIH/SIDA sur le secteur éducation» est assez large et demande un temps minimum de travail de plusieurs mois si l'on veut cerner tous les aspects du problème : impacts sectoriels si l'on tient compte de la dimension systémique du problème, impacts macro-économiques en lien avec le développement du pays, mais aussi les mutations démographiques et leurs incidences sur la structure sociale, etc. A titre d'exemple, la disparition de jeunes filles malades du SIDA en âge de procréer conjuguée avec la baisse de fertilité agit négativement sur le taux de scolarisation.

Les impacts analysés par la mission sont à la fois directs et indirects. Pour y parvenir, conformément à l'approche méthodologique définie, la mission a procédé à l'inventaire et à l'analyse de la revue documentaire sur le thème, rencontré diverses structures et mené des enquêtes sur le terrain (cf. approche méthodologique).

6.5.1. Incidences de la maladie sur la qualité de l'enseignement

A cause de plusieurs facteurs liés à la maladie, la qualité de l'enseignement est fortement affectée au Tchad : remplacement numérique par un personnel moins qualifié, même si ce phénomène n'est pas une conséquence exclusive de la maladie, absentéisme des enseignants et des

élèves/étudiants, contenus biaisés des cours. Comme l'indique un inspecteur d'enseignement « ...l'épidémie dilue ainsi la qualité de l'éducation.. ».

6.5.1.1. Les remplacements numériques

Environ 800 enseignants sont remplacés chaque année. Même si tous les remplacements sont loin d'être liés au seul SIDA, force est de reconnaître qu'il y joue un rôle important. Les enquêtes terrain n'ont pas permis d'avoir des informations fiables et exploitables sur l'état des enseignants malades et décédés du VIH/SIDA, mais selon la direction des ressources humaines du ministère de l'éducation nationale sur les 24 décédés en 2004, 11 sont morts du SIDA, soit 45,83%. Ce chiffre est assez révélateur de l'ampleur du mal.

Ce système de remplacements numériques est beaucoup plus quantitatif que qualitatif. En effet, sur les 800, beaucoup sont des maîtres communautaires. Aujourd'hui, à l'échelle nationale il existe près de 8.000 maîtres communautaires dont 4.000 pris en charge par l'état selon une clé de répartition des dépenses : sur un salaire mensuel de 25.000 F CFA environ, l'Etat paie 20.000 FCFA et les parents d'élèves 5.000 FCFA. Mais il existe de nombreux cas où les maîtres communautaires sont totalement payés par les parents d'élèves à raison de 10.000 à 15.000 F CFA par mois, ou même parfois en nature. On note ainsi que près de la moitié des enseignants sont des maîtres communautaires.

Si cette formule est économique et soulage le budget de l'Etat, elle occulte cependant la **dimension qualitative** de l'enseignement dispensé. En effet, les maîtres communautaires n'ont ni les compétences pédagogiques et intellectuelles des enseignants qui ont suivi le cursus normal de la formation. A titre d'exemple, un instituteur formé à l'école normale d'instituteurs a un niveau BAC+1 et l'instituteur adjoint BEPC+2.

Pour étayer ces faits, il est important de souligner que la masse salariale brute des 08 enseignants décédés en 2003 s'est élevée à 13.132.800 F CFA et celle des 24 enseignants (non communautaires) décédés en 2004 à 30.859.200 F CFA.

D'autre part, les estimations moyennes des projections de la présente étude en termes de coûts de formation des enseignants s'élèvent en 2003 et 2004 respectivement à environ 262.000.000 F CFA et 287.000.000 F CFA. Associées à la masse salariale des enseignants, ces estimations donnent une idée de l'importance des investissements financiers qui pourraient être faits par l'Etat dans les années à venir si l'on veut privilégier la dimension qualité (voir projections).

Par ailleurs, de nombreux enseignants (40% environ) sont des vacataires. Cette forme d'instabilité du corps enseignant pour les remplacements et autres est de nature à altérer inexorablement la qualité de l'enseignement.

6.5.1.2. Absentéisme et productivité

Pour le calcul du taux d'absentéisme, les bases suivantes ont été retenues :

- 09 mois pour l'année (durée de l'année académique)
- 22 jours de travail maximum par mois (jours ouvrables)
- 08 heures par jour (durée moyenne journalière des cours)
- 09 mois et plus d'absence considérée comme absence de longue durée non prise en compte.

Ainsi, tous les enseignants et élèves malades interrogés reconnaissent s'absenter régulièrement. Le taux d'absentéisme est en moyenne de 4,09 mois sur 9 mois pour les enseignants et 4,04 mois pour les élèves/étudiants, soit presque 1 mois sur 2.

Aussi, tous les enseignants malades de SIDA reconnaissent n'avoir plus le même rendement que lorsqu'ils ne vivaient pas avec le VIH. 84,21 % des élèves/étudiants disent la même chose.

Ces constats montrent qu'outre la qualité (en baisse) des enseignants recrutés (vacataires et communautaires), le personnel enseignant et les élèves/étudiants malades sont souvent absents du cours et quand ils y sont, leurs rendements sont constamment en baisse. Naturellement, cette situation a une incidence négative sur l'enseignement, notamment sur le programme qui ne peut être totalement et convenablement enseigné dans ces conditions par les enseignants. En ce qui concerne les élèves/étudiants, leur capacité d'assimilation personnelle est fortement amoindrie. A cela s'ajoute la tendance pour les parents de réduire la demande en éducation à cause de la pression exercée sur leurs revenus. Ceci a pour conséquence soit de nuire aux conditions d'études des enfants, soit de réduire le taux de scolarisation.

6.5.1.3. Contenu des cours

La préparation et l'exécution d'un cours demandent une grande faculté de concentration. Ceci suppose que l'enseignant bénéficie de toutes ces capacités physiques et intellectuelles. Malheureusement, au cours de l'enquête, il n'a pas été possible d'établir clairement la différence entre le temps de préparation des cours et le processus de l'exécution du cours entre un enseignant vivant avec le VIH et un enseignant ne vivant pas avec le VIH. Notons que seule une étude des cohortes est à mesure de répondre à cette question.

6.5.1.4. Stigmatisation des PVVIH en milieu éducatif

L'impact sur le processus éducatif peut se mesurer entre autres par les comportements et attitudes des non malades des différentes catégories socioprofessionnelles de l'éducation vis à vis des malades.

Ainsi, 15 enseignants enquêtés et ne vivant pas avec le VIH sur 24 (62,5%) et 18 sur 30 (60%) déclarent ne pas se comporter différemment vis à vis respectivement d'un élève ou enseignant vivant avec le VIH. Il en est de même pour 58,33% des élèves ne vivant pas avec le VIH vis à vis de leurs camarades malades. Mais vis à vis des enseignants malades seuls 30% des élèves interrogés sont défavorables à l'enseignement par les enseignants vivant avec le VIH.

A priori, ces chiffres, même pris sur échantillon restreint ont tendance à « minimiser » les discriminations dont sont l'objet les PVVIH. La réalité est accompagnée de plus de subtilités. En effet, sur une question aussi sensible, les interviewés ont tendance à cacher leurs sentiments et leurs réactions vis à vis d'un PVVIH. Même si les campagnes de sensibilisation semblent avoir réduit la discrimination et frustration dont sont l'objet ces personnes, le phénomène existe toujours et souvent à des proportions inquiétantes. On a ainsi pu le constater lors d'entretiens informels, de même que des orphelins ont été obligés de changer d'école pour échapper à ce phénomène.

6.5.2. Analyse des coûts de la prise en charge

En règle générale, aucune prise en charge directe et formelle n'est assurée par l'Etat en ce qui concerne les enseignants, les élèves ou les étudiants. Cette prise en charge se fait au sein de la cellule familiale de manière plutôt discrète, par les intéressés eux-mêmes, leurs familles ou des

cercles très proches. La seule contribution de l'Etat est la réduction du prix des anti-rétroviraux (ARV) qui est passé de 15.000 FCFA à 5.000 FCFA par mois (à partir de décembre 2004), contrairement à certains pays où le coût est de 5000 FCFA par trimestre (Côte d'Ivoire) et même gratuits dans d'autres (Malawi, Mali, Sénégal). Ce montant représente plus de la moitié de la bourse d'un étudiant et pratiquement le quart du salaire moyen d'un enseignant tchadien.

Selon la tarification 2004 de l'Hôpital Général de Référence Nationale, les coûts en terme de suivi médical et prise en charge pour un patient infecté par le VIH se situe entre 208.400 à 762.000 FCFA (485.200 Fcfa en moyenne). Ces coûts sont manifestement hors de portée de la plupart des patients du secteur éducatif. L'on comprend aisément pourquoi les patients se contentent du minimum indispensable en termes de dépenses.

Le tableau ci-dessous nous récapitule les coûts moyens par catégorie socioprofessionnelle (élèves/étudiants, enseignants, autre personnel) et par rubrique (transport, consultations, hospitalisation, médicaments, analyses et autres).

Ainsi à N'Djaména, un enseignant malade de SIDA dépense en moyenne 452.474 FCFA par an pour le transport, les consultations, l'hospitalisation, l'achat des médicaments, les analyses médicales et autres dépenses telles que la nourriture contre 149.475 FCFA et 269.822 FCFA pour respectivement l'élève/étudiant et autre personnel.

A Moundou, l'enseignant malade de SIDA consacre en moyenne 550.196 FCFA pour les mêmes catégories de dépenses contre 194.216 FCFA pour l'élève/étudiant et 280.492 FCFA pour autre catégorie de personnel. Cette différence entre les villes de N'Djaména et de Moundou peut s'expliquer par le fait que les malades de Moundou vont pour la plupart se faire soigner à N'Djaména où le plateau technique est plus étoffé (certains examens ne sont disponibles qu'à N'Djaména).

On constate aussi, que le premier poste budgétaire des malades est celui réservé à l'achat de médicaments.

Notons par ailleurs que les données recueillies à Kélo étaient insignifiantes, donc pratiquement inexploitable.

Tableau 3 : Dépenses par catégorie socioprofessionnelle, par rubrique et par ville

Catégorie de la dépense	Dépense moyenne en FCFA par année			
	Enseignants	Elèves/Étudiants	Autre personnel	Moyenne
N'Djaména				
Transport	27.272	12.594	15.091	17.566
Consultations	35.909	12.250	27.812	23.605
Analyses médicales	51.111	24.215	63.181	40.983
Médicaments	217.273	57.333	78.182	125.946
Hospitalisation	40.000	12.000	35.000	27.333
Autres	80.909	43.333	50.556	59.828
Total	452.474	149.475	269.822	295.261
Moundou				
Transport	56.923	17.500	43.333	43.816
Consultations	15.675	9.600	15.675	11.898
Analyses médicales	53.273	22.050	32.666	30.600
Médicaments	242.611	83.688	93.135	132.258
Hospitalisation	146.000	40.000	58.183	91.556
Autres	35.714	21.378	37.500	36.111
Total	550.196	194.216	280.492	346.239

Le tableau ci-dessous résume les sources de fonds par catégorie de dépense, par catégorie socioprofessionnelle et par ville.

Tableau 4: Sources de fonds pour la prise en charge des malades du SIDA du secteur éducation

Nature de la dépense	Source de fonds											
	Enseignants				Elèves/ Etudiants				Autre personnel			
	Intéressé	Parents	Etat	Autres	Intéressé	Parents	Etat	Autres	Intéressé	Parents	Etat	Autres
N'Djaména												
Transport	80%	20%	0%	0%	17%	83%	0%	0%	100%	0%	0%	0%
Consultations	95%	5%	0%	0%	0%	70%	0%	30%	80%	20%	0%	0%
Analyses médicales	100%	0%	0%	0%	20%	66%	0%	16%	95%	0%	0%	5%
Médicaments	100%	0%	0%	0%	0%	80%	0%	20%	60%	30%	0%	10%
Hospitalisation	98%	2%	0%	0%					61%	39%	0%	0%
Moundou												
Transport	75%	5%	0%	20%	43%	57%	0%	10%	100%	0%	0%	0%
Consultations	85%	0%	0%	15%	40%	40%	0%	20%	75%	0%	0%	25%
Analyses médicales	80%	5%	0%	15%	21%	79%	0%	0%	100%	0%	0%	0%
Médicaments	80%	0%	0%	20%	25%	75%	0%	0%	100%	0%	0%	0%
Hospitalisation	100%	0%	0%	0%	10%	90%	0%	0%	78%	20%	0%	2%

En dehors des élèves/étudiants qui sont aidés par leurs parents/amis, les enseignants et autre type de personnel malades de SIDA prennent presque quasiment en charge les dépenses liées à leurs maladies. Notons que les Ministères en charge de l'enseignement ne supportent aucune dépense.

6.5.3. Les Orphelins du VIH/SIDA

A défaut d'une analyse de situation des orphelins, l'ONUSIDA estime à 76.000 le nombre total d'orphelins du SIDA au Tchad en 2004. Concernant les orphelins de SIDA du personnel du secteur éducation (statistiques non disponibles), il n'existe aucune stratégie pour leur prise en charge. Ce manque de prise en charge associé aux problèmes successoraux fait que ces orphelins du SIDA sont de plus en plus des véritables cas sociaux. Ainsi, on commence à constater des enfants « pères de famille ». C'est le cas de cet étudiant devenu tuteur de ses 8 jeunes frères. Ce genre de situation les laisse dans des conditions extrêmement précaires et finit par les installer dans la pauvreté. Celle-ci a des conséquences sur leur éducation, à cause notamment de la malnutrition, de l'incapacité pour eux de s'acquitter des frais de scolarité, de transport et autres dépenses annexes. Les familles adoptives étant elles mêmes souvent démunies et impuissantes, on assiste souvent à des conséquences désastreuses pour ces enfants qui se traduisent par le manque d'assiduité et en définitive l'abandon des classes, une autre cause qui va négativement influencer le taux de scolarisation. Face à l'ampleur du problème, le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille tente tant bien que mal de développer une stratégie de lutte. Les décaissements du financement du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA prévoit la prise en charge de 4.000 orphelins d'ici 2006 et permettra certainement au Ministère de l'Action Sociale et de la Famille d'asseoir une stratégie globale de prise en charge des orphelins.

Notons quand même qu'une infime partie des orphelins bénéficie déjà d'un appui sur le plan scolaire, alimentaire, vestimentaire et sanitaire avec l'appui des partenaires tels que le PPLS2, le FOSAP, l'Association Musulmane d'Afrique, CEDIAM, le CREOS, l'ASSADEC, etc.

6.5.4. Formation sur le VIH/SIDA

Il n'existe pas de manière formelle et effective un programme d'enseignement du VIH/SIDA à l'intention des élèves et enseignants. Néanmoins, les enseignants en formation dans les ENI

apprennent des notions très élémentaires sur la maladie (modes de transmission et prévention). La circulaire de 2004 qui rend obligatoire l'enseignement du SIDA, pourrait si elle est effective combler ce vide.

En attendant, la Cellule de lutte contre le SIDA et autres acteurs s'activent tant bien que mal à apporter une réponse au VIH/SIDA en milieu scolaire (voir Réponse du secteur).

En terme de coûts de formation des enseignants sur le VIH/SIDA, le PPLS2 a appuyé la Cellule à hauteur de 56.321.130 Fcfa pour la formation de 743 enseignants toute catégorie confondue (4% des enseignants) soit un coût unitaire de 75.802 Fcfa. Si les 96% des enseignants devraient être formés, cela coûtera approximativement 1.350.488.432 Fcfa.

Pour les livrets d'enseignement, le PPLS2 a financé la production de 16.500 guides de l'enseignant, 190.000 manuels de prévention du VIH/SIDA à l'école primaire et 105.000 manuels de prévention au secondaire, pour un coût total de 194.400.000 Fcfa. Ces livrets permettront de couvrir 17,53% des élèves du primaire et 49,53% des élèves du secondaire.

Si l'ensemble des élèves et enseignants devraient être dotés de ce type de manuel, ce sont 12.838.500 Fcfa, 265.740.480 Fcfa et 121.872.000 Fcfa qui seront mobilisés pour respectivement les guides des enseignants, les manuels de prévention pour les élèves du primaire et les manuels de prévention pour les élèves du secondaire soit un total de 400.450.980 Fcfa. (Notons que la durée de vie d'un livre excède rarement trois ans).

La PEB-GTZ a aussi élaboré des documents pédagogiques en 60.000 exemplaires pour un coût total de 90.000.000 Fcfa.

Au total, pour les deux dernières années ce sont 340.721.130 Fcfa qui ont été investis dans la formation des enseignants dans le domaine du VIH/SIDA et la production des livrets et autres guides. Dans une situation sans SIDA, cette somme pourrait servir, par exemple à construire 68 classes d'écoles primaires (5.000.000 Fcfa/classe).

Pour couvrir les besoins actuels pour l'enseignement primaire et secondaire, le Ministère doit mobiliser approximativement 1.750.939.412 Fcfa.

Concernant l'enseignement proprement dit du VIH/SIDA dans les établissements scolaires, il n'existe dans aucun programme formel au Tchad un cours réservé au VIH/SIDA à l'attention des élèves. Les tabous et les préjugés qui entourent la sexualité dans le pays et même de manière générale en Afrique ne sont sans doute pas étrangers à cette situation. On note en effet, la difficulté pour des enseignants d'aborder même de façon informelle les questions de sexualité en classe avec les élèves.

Cependant, au primaire et au secondaire, au cours de la collecte des données, on a répertorié quelques rares cas, où certains cours relatifs au civisme abordent le sujet en quelques minutes selon le programme suivant :

- ✓ Pour le CP : cours de civisme 6 fois/semaines (10 mn réservées au SIDA) ;
- ✓ Pour les CE1 et CE2 : cours de civisme 5 fois/semaines (15 mn réservées au SIDA) ;
- ✓ Pour les CM1 et CM2 : cours de civisme 2 fois/semaines (30 mn réservées au SIDA).

Du fait que cet enseignement n'est pas généralisé et « non obligatoire », il est difficile de déterminer le temps consacré à l'enseignement du SIDA. Néanmoins, sur la base des cas ci-dessus, les CP, les CE1/CE2 et les CM1/CM2 consacrent respectivement 52 heures, 65 heures et 130 heures à l'enseignement du VIH/SIDA.

L'innovation pédagogique prévue en 2001-2002 et qui s'intitulait « *L'éducation pour la santé et la lutte contre le VIH/SIDA* » n'a pas encore véritablement pris son envol. Elle est pourtant indispensable, tout comme l'est de manière générale l'enseignement relatif à la santé de la reproduction, même s'il faudrait sans doute l'entourer de garde-fou pour éviter des effets pervers (dégradation des mœurs, libertinage sexuel, prostitution etc.).

6.5.5. Analyse du secteur par rapport aux indicateurs de l'UNGASS

Le tableau ci-dessous résume les réponses du secteur éducation aux indicateurs de l'UNGASS:

Indicateurs de l'UNGASS en rapport à l'Education	Réponse du Tchad
Prévention	
% d'écoles dotées d'enseignants formés à l'enseignement du savoir-faire psychosocial et qui ont dispensé cet enseignement durant l'année scolaire écoulée	4%
Existence d'une politique ou stratégie de promotion d'une éducation pour la santé sexuelle et reproductive destinée aux jeunes	Aucune politique ou stratégie n'existe à ce jour
Connaissances et Comportements	
% de 15-24 ans déclarant utiliser le préservatif au cours de rapports sexuels avec un partenaire occasionnel (milieu éducatif)	Aucune étude n'a été menée dans ce sens
Atténuation des impacts	
Ratio orphelins/non orphelins chez les 10-14 ans qui vont actuellement à l'école	Non connu
% de 15-24 ans infectés (milieu éducatif)	Une enquête de séroprévalence prenant en compte les jeunes de 15-24 ans est en cours
Droits de la personne	
Existence de lois et réglementations qui protègent contre la discrimination des personnes vivant avec le VIH/SIDA telles que des dispositions générales non discriminatoires et des dispositions axées sur la scolarisation, le logement, l'emploi, etc.	Aucune loi ni réglementation n'existe encore à ce sujet
Soins et appuis	
Existence de politique ou stratégie qui traite les besoins supplémentaires des orphelins et des autres enfants vulnérables	Quelques initiatives et actions isolées de certains groupes communautaires, associations religieuses et civiles, du ministère de l'action sociale existent ; mais pas de stratégie cohérente concertée à l'échelle nationale, cf. point sur les orphelins

Manifestement par rapport aux engagements pris par le gouvernement du Tchad lors de la Session Spéciale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (UNGASS, Juin 2001), beaucoup reste à faire. Le gouvernement devrait donc faire un état des lieux et porter ensuite un effort particulier sur ce point.

6.5.6. Analyse prospective : Projections de la séroprévalence et des coûts de 2000 à 2015

L'analyse prospective 2004-2015 repose sur les trois (3) scénarios ci-après :

Scénario 1 (très optimiste) : Croissance tendancielle du taux de séroprévalence dans la population jusqu'à 7% en 2010, suivi de son recul pour revenir 5% en 2015.

Scénario 2 (assez optimiste) : Croissance tendancielle du taux de prévalence pour atteindre 10% en 2010, et ensuite stabilisation jusqu'en 2015

Scénario 3 (pessimiste) : Croissance continue du taux de séroprévalence pour atteindre 15% en 2015.

6.5.6.1. Projections des infections VIH et décès liés au SIDA (sur EpiModel et Spectrum)

Projections des infections et décès dus au SIDA du corps enseignant

Les tableaux ci-dessous donnent les détails des projections des infections et décès des enseignants dus au SIDA d'ici 2015. Ces projections ne prennent pas en compte le personnel administratif et d'appui.

En 2015, ce sont 1671 à 3882 enseignants du primaire, 1080 à 2505 enseignants du secondaire et 33 à 76 enseignants du supérieur qui vivraient avec le VIH. Soit au total entre 2784 et 6463 enseignants, tout niveau confondu, vivraient avec le VIH en 2015 si aucune stratégie concrète ne mise en place.

Les décès cumulés des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur pour la période 2004-2015 seraient respectivement de 1278 à 2968, 697 à 1619 et 25 à 59.

Selon les inspecteurs, les directeurs d'établissements et doyens des facultés rencontrés lors de l'enquête, des dysfonctionnements sur la qualité de l'enseignement sont déjà perceptibles. Dans certains départements du supérieur, c'est la survie même de la filière qui risque d'être compromise à cause du SIDA. Si des mesures draconiennes ne sont pas prises dans le cadre de la lutte, on risque de s'acheminer vers le scénario trois qui engendrerait un affaiblissement irréversible de tout le système éducatif tchadien.

Tableau 5 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des enseignants du primaire d'ici 2015 (Sur EpiModel et Spectrum)

Année		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Effectifs enseignants du primaire		19867	21754	23821	26084	28562	31.275	34247	37500	41063	44963	49235	53912	
Estimation des enseignants du primaire vivant avec le VIH	Scénario 1	616	674	738	809	885	970	1062	1163	1273	1394	1526	1671	
	Scénario 2	993	1088	1191	1304	1464	1564	1712	1875	2053	2248	2462	2696	
	Scénario 3	1430	1566	1715	1878	2056	2252	2466	2700	2957	3237	3545	3882	Cumul
Estimation des décès des enseignants du primaire dus au SIDA	Scénario 1	62	67	74	81	89	97	106	116	127	139	153	167	1278
	Scénario 2	99	109	119	130	146	156	171	188	205	225	246	270	2065
	Scénario 3	143	157	172	188	206	225	247	270	296	324	355	388	2968

N.B. Base de calcul : Taux de croissance annuel moyen de 9,5% (Annuaire statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale)

Tableau 6 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des enseignants du secondaire d'ici 2015

Année		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Effectifs enseignants du secondaire		8244	9398	10714	12214	13923	15873	18095	20628	23516	26808	30562	34840	
Estimation des enseignants du secondaire vivant avec le VIH	Scénario 1	256	291	332	379	432	492	561	639	729	831	947	1080	
	Scénario 2	412	470	536	611	696	794	905	1031	1176	1340	1528	1742	
	Scénario 3	594	677	771	879	1002	1143	1303	1485	1693	1930	2200	2508	Cumul
Estimation des décès des enseignants du secondaire dus au SIDA	Scénario 1	26	29	33	38	43	49	56	64	73	83	95	108	697
	Scénario 2	41	47	54	61	70	79	91	103	118	134	153	174	1124
	Scénario 3	59	68	77	88	100	114	130	149	169	193	220	251	1619

N.B. Base de calcul : Taux de croissance annuel moyen de 14% (Annuaire statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale)

Tableau 7 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des enseignants du supérieur d'ici 2015

Année		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Effectifs enseignants du supérieur		407	443	483	526	574	626	682	743	810	883	1049	1144	
Estimation des enseignants du supérieur vivant avec le VIH	Scénario 1	13	14	15	16	18	19	21	23	25	27	30	33	
	Scénario 2	20	22	24	26	29	31	34	37	41	44	48	52	
	Scénario 3	29	32	35	38	41	45	49	54	58	64	69	76	Cumul
Estimation des décès des enseignants du supérieur dus au SIDA	Scénario 1	1	1	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	25
	Scénario 2	2	2	2	3	3	3	3	4	4	4	5	5	41
	Scénario 3	3	3	4	4	4	5	5	5	6	6	7	8	59

N.B. Base de calcul : Taux de croissance annuel moyen de 9% (Annuaire statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale)

📄 *Projections des infections et décès dus au VIH/SIDA chez les élèves/étudiants (Sur EpiModel et Spectrum)*

Les tableaux ci-dessous donnent les détails des projections des infections et décès des élèves/étudiants dus au SIDA d'ici 2015.

En 2015, ce sont 17836 à 42805 élèves et 980 à 2275 étudiants qui vivraient avec le VIH. Soit au total entre 18815 et 45080 élèves et étudiants vivraient avec le VIH en 2015.

Les décès cumulés des élèves et étudiants pour la période 2004-2015 seraient respectivement de 12375 à 29697 et 73 à 171.

Tableau 8 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des élèves d'ici 2015

Année		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Effectifs enseignants du primaire		341819	382837	428777	480231	537858	602401	674690	755652	846331	947890	1061637	1189034	
Estimation des élèves vivant avec le VIH	Scénario 1	5127	5743	6432	7203	8068	9036	10120	11335	12695	14218	15925	17836	
	Scénario 2	8545	9571	10719	12006	13446	15060	16867	18891	21158	23697	26541	29726	
	Scénario 3	12305	13782	15436	17288	19363	21686	24289	27203	30468	34124	38219	42805	Cumul
Estimation des décès des élèves dus au SIDA	Scénario 1	513	574	643	720	807	904	1012	1133	1269	1422	1592	1784	12374
	Scénario 2	855	957	1072	1201	1345	1506	1687	1889	2116	2370	2654	2973	20623
	Scénario 3	1231	1378	1544	1729	1936	2169	2429	2720	3047	3412	3822	4281	29697

N.B. Base de calcul : Taux de croissance annuel moyen de 12% (Annuaire statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale)

Tableau 9 : Estimations des infections et décès dus au VIH/SIDA des étudiants d'ici 2015

Année		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Effectifs enseignants du secondaire		11076	12184	13402	14742	16216	17838	19622	21584	23742	26116	28728	31601	
Estimation des étudiants vivant avec le VIH	Scénario 1	343	378	415	457	503	553	608	669	736	810	891	980	
	Scénario 2	554	609	670	737	811	892	981	1079	1187	1306	1436	1580	
	Scénario 3	797	877	965	1061	1168	1284	1413	1554	1709	1880	2068	2275	Cumul
Estimation des décès étudiants dus au SIDA	Scénario 1	3	4	4	5	5	6	6	7	7	8	9	10	73
	Scénario 2	6	6	7	7	8	9	10	11	12	13	14	16	118
	Scénario 3	8	9	10	11	12	13	14	16	17	19	21	23	171

N.B. Base de calcul : Taux de croissance annuel moyen de 10% (Annuaire statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale)

☞ *Projections des coûts pour la prise médicale des maladies du secteur éducation*

Bases de calcul : - Coût annuel de la prise en charge d'un malade de SIDA : 485200 Fcfa (Moyenne HGRN)
 - 10% des personnes vivant avec le VIH développent la maladie.

Tableau 10 : Estimations des coûts de la prise en charge globale des malades de SIDA du secteur éducation de 2004 à 2015

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Cumul
Coûts de la prise en charge médicale des enseignants du primaire													
Scénario 1	29 888 320	32 702 480	35 807 760	39 252 680	42 940 200	47 064 400	51 528 240	56 428 760	61 765 960	67 636 880	74 041 520	81 076 920	620 134 120
Scénario 2	48 180 360	52 789 760	57 787 320	63 270 080	71 033 280	75 885 280	83 066 240	90 975 000	99 611 560	109 072 960	119 456 240	130 809 920	001 938 000 ¹
Scénario 3	69 383 600	75 982 320	83 211 800	91 120 560	99 757 120	109 267 040	119 650 320	131 004 000	143 473 640	157 059 240	172 003 400	188 354 640	440 267 680 ¹
Coûts de la prise en charge médicale des enseignants du secondaire													
Scénario 1	12 421 120	14 119 320	16 108 640	18 389 080	20 960 640	23 871 840	27 219 720	31 004 280	35 371 080	40 320 120	45 948 440	52 401 600	338 135 880
Scénario 2	19 990 240	22 804 400	26 006 720	29 645 720	33 769 920	38 524 880	43 910 600	50 024 120	57 059 520	65 016 800	74 138 560	84 521 840	545 413 320
Scénario 3	28 820 880	32 848 040	37 408 920	42 649 080	48 617 040	55 458 360	63 221 560	72 052 200	82 144 360	93 643 600	106 744 000	121 688 160	785 296 200
Coûts de la prise en charge médicale des enseignants du supérieur													
Scénario 1	630 760	679 280	727 800	776 320	873 360	921 880	1 018 920	1 115 960	1 213 000	1 310 040	1 455 600	1 601 160	12 324 080
Scénario 2	970 400	1 067 440	1 164 480	1 261 520	1 407 080	1 504 120	1 649 680	1 795 240	1 989 320	2 134 880	2 328 960	2 523 040	19 796 160
Scénario 3	1 407 080	1 552 640	1 698 200	1 843 760	1 989 320	2 183 400	2 377 480	2 620 080	2 814 160	3 105 280	3 347 880	3 687 520	28 626 800
Coûts de la prise en charge médicale des élèves													
Scénario 1	248 762 040	278 650 360	312 080 640	349 489 560	391 459 360	438 426 720	491 022 400	549 974 200	615 961 400	689 857 360	772 681 000	865 402 720	6 003 767 760
Scénario 2	414 603 400	464 384 920	520 085 880	582 531 120	652 399 920	730 711 200	818 386 840	916 591 320	1 026 586 160	1 149 778 440	1 287 769 320	1 442 305 520	10 006 134 040
Scénario 3	597 038 600	668 702 640	748 954 720	838 813 760	939 492 760	1 052 204 720	1 178 502 280	1 319 889 560	1 478 307 360	1 655 696 480	1 854 385 880	2 076 898 600	14 408 887 360
Coûts de la prise en charge médicale des étudiants													
Scénario 1	16 642 360	18 340 560	20 135 800	22 173 640	24 405 560	26 831 560	29 500 160	32 459 880	35 710 720	39 301 200	43 231 320	47 549 600	356 282 360
Scénario 2	26 880 080	29 548 680	32 508 400	35 759 240	39 349 720	43 279 840	47 598 120	52 353 080	57 593 240	63 367 120	69 674 720	76 661 600	574 573 840
Scénario 3	38 670 440	42 552 040	46 821 800	51 479 720	56 671 360	62 299 680	68 558 760	75 400 080	82 920 680	91 217 600	100 339 360	110 383 000	827 314 520

Tableau 11: Estimations des coûts globaux de la prise en charge globale des malades de SIDA du secteur éducation de 2004 à 2015

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Cumul
Coûts globaux pour la prise en charge médicale des malades de SIDA du secteur éducation													
Scénario 1	308 344 600	344 492 000	384 860 640	430 081 280	480 639 120	537 116 400	600 289 440	670 983 080	750 022 160	838 425 600	937 357 880	1 048 032 000	7 330 644 200
Scénario 2	510 624 480	570 595 200	637 552 800	712 467 680	797 959 920	889 905 320	994 611 480	1 111 738 760	1 242 839 800	1 389 370 200	1 553 367 800	1 736 821 920	12 147 855 360
Scénario 3	735 320 600	821 637 680	918 095 440	1 025 906 880	1 146 527 600	1 281 413 200	1 432 310 400	1 600 965 920	1 789 660 200	2 000 722 200	2 236 820 520	2 501 011 920	17 490 392 560

Sur la base du coût moyen de prise en charge globale des malades de SIDA (HGRN, 2004) et si aucune stratégie cohérente de lutte contre le VIH/SIDA n'est mise en œuvre dans le secteur éducation, c'est 7.330.644.200 à 17.490.392.560 Fcfa qui seront dépensés pour la prise en charge globale des malades de SIDA du secteur de l'éducation sur la période 2004-2015.

Si la prise en charge de ces dépenses prévisionnelles doit être supportée par les malades eux-mêmes ou leurs familles, comme constaté lors de la collecte des données, cela grèvera certainement leur budget familial ; ce qui aura pour conséquence la paupérisation croissante des ménages affectés par le SIDA.

Projections des coûts pour le remplacement des enseignants morts de SIDA

Le coût unitaire de formation d'un enseignant du primaire, du secondaire ou du supérieur n'étant pas connu, il est impossible d'estimer les coûts de remplacement des enseignants morts de SIDA.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Grâce à l'étude portant sur l'analyse de situation et de réponse au VIH/SIDA dans le secteur éducation disponibilisée avant le début de cette présente étude, il apparaît clairement que la situation du VIH dans ce secteur n'est pas reluisante et aucune réponse idoine et structurée n'est encore organisée.

La présente étude, en dépit des problèmes de données de base à permis d'élaborer un cadre conceptuel de l'étude des impacts du VIH/SIDA sur les secteurs sociaux, d'analyser les impacts actuels et d'estimer les impacts futurs.

Compte tenu de la progression fulgurante de la pandémie du VIH/SIDA dans le secteur éducatif tchadien et de ses conséquences désastreuses déjà perceptibles, la mission recommande les mesures urgentes suivantes :

- I. Organisation d'une Concertation Nationale sur la problématique VIH/SIDA dans le secteur éducatif au Tchad. Cette concertation permettra d'aboutir à la définition d'une stratégie globale et cohérente de lutte impliquant tous les acteurs et partenaires ;
- II. Création d'un cadre formel de concertation et de coordination des initiatives entre les différentes structures de l'éducation et les partenaires ;
- III. Décentralisation effective des activités à travers l'élaboration et le financement des plans régionaux de lutte contre le VIH/SIDA en milieu éducatif et l'élargissement de la lutte à tous les ordres d'enseignements ;
- IV. Intégration effective de cours sur le VIH/SIDA dans les programmes de formation destinés aux enseignants et aux élèves/étudiants, avec de supports didactiques bien ciblés.
- V. Mise en place d'un système de collecte et de traitement de données statistiques relatives au VIH/SIDA dans le secteur éducation (cas de SIDA, décès etc.).
- VI. Elaboration d'un plan de communication stratégique qui prend en compte tous les groupes cibles du secteur éducation ;
- VII. Elaboration avec les autres secteurs d'une stratégie d'appui socioéconomique aux PVVIH, veuves et orphelins qui prend en compte les personnes affectées du secteur;
- VIII. Réalisation des études comportementales et de séroprévalence du VIH/SIDA dans le secteur éducation;
- IX. Engagement plus marqué des hautes autorités de l'éducation dans la lutte contre le VIH/SIDA (leadership).

ANNEXES

ETUDE DES IMPACTS DU VIH/SIDA SUR LE SECTEUR EDUCATION

OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES

1. Questionnaire Administrateur de l'établissement (Directeur/Doyen)
2. Questionnaire Inspecteur/Recteur
3. Questionnaire Enseignant
4. Questionnaire Enseignant vivant avec le VIH
5. Questionnaire personnel de l'éducation vivant avec le VIH/SIDA
6. Questionnaire Elève/Étudiant
7. Questionnaire Elève/Étudiant vivant avec le VIH

**Questionnaire Administrateur de l'établissement
(Directeur/Doyen)**

Ville :

Type d'établissement : **1.** Ecole Primaire
 2. Ecole Secondaire
 3. Ecole Supérieure/Faculté

Nom de l'établissement :

1. Quel est l'effectif des enseignants de votre établissement ?	Effectif total	Effectif des hommes	Effectifs des femmes			
2. Quel est l'effectif des élèves de votre établissement ?	Effectif total	Effectif des garçons	Effectifs des filles			
3. Pensez-vous que le VIH/SIDA constitue un problème dans le secteur éducatif ?	..... Oui.....Non					
4. Est-ce que vous avez connaissance des cas de SIDA ou de séropositifs parmi les enseignants de votre établissement ?	..... Oui.....Non					
5. Si oui, quel est le nombre d'enseignants malades de SIDA ou séropositifs dans votre établissement ?	Séropositifs			Malades de SIDA		
	Total	Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin
6. Est-ce que vous avez connaissance des cas de SIDA ou de séropositifs parmi les élèves de votre établissement ?	..... Oui.....Non					
7. Si oui, quel est le nombre d'élèves malades de SIDA ou séropositifs dans votre établissement ?	Séropositifs			Malades de SIDA		
	Total	Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin
8. Arrive-t-il aux enseignants malades de s'absenter pour raison de maladie ?	.....Non	Si oui , en moyenne combien de jours par mois ? Nombre de jours d'absence :				
9. Les enseignants malades sont-ils remplacés lors de leur absence ?	Si oui , quel est le nombre d'enseignants remplaçants les malades de SIDA ?					
	En 2003 :			En 2004 :		
	Si non, comment faites-vous ?					
10. Quel est le coût approximatif de remplacement des enseignants malades ?	En 2003 : FCFA			En 2004 : FCFA		
11. Est-ce qu'il y a eu des cas de décès d'enseignants dans votre établissement les 5 dernières années ?	.....Non	Si oui , quel est le nombre d'enseignants décédés de 2000 à 2004 ?				
	Nombre de décès d'enseignants :					
	Parmi les décès, combien sont attribuables au SIDA ? Nombre de décès liés au SIDA :					
12. Est-ce qu'il y a eu des cas de décès d'élèves dans votre établissement les 5 dernières années ?	.....Non	Si oui , quel est le nombre d'élèves décédés de 2000 à 2004 ?				
	Nombre de décès d'élèves :					
	Parmi les décès, combien sont attribuables au SIDA ? Nombre de décès liés au SIDA :					
13. Est-ce que la présence d'un enseignant malade de SIDA dans votre établissement provoque des réactions de la part de vos collègues ou des élèves ?	..Non	Si oui , lesquelles ?				

14. Est-ce que la présence d'un élève malade de SIDA dans votre établissement provoque des réactions de la part de vos collègues ou des élèves ?	.Non	Si oui , lesquelles ?
15. Avez-vous un cours sur le VIH/SIDA dans vos programmes d'enseignement ?	.Non	Si oui, quelle est la durée du cours ? Durée du cours :
16. Existe-t-il des contraintes particulières liées à l'introduction de l'enseignement du SIDA dans vos programmes ?	...Non	Si oui , lesquelles ?
17. Existe-t-il des orphelins du SIDA dans votre école ?	.Non	Si oui , qui prend en charge leur frais de scolarité ? 1. Leur famille 2. L'Etat 3. Gratuité 4. Autre
18. Dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, quelles sont les activités qui sont menées dans votre établissement ?	1. Aucune action n'est menée	2. Si activités, lesquelles ?
19. Que suggérez-vous pour une riposte efficace de l'école tchadienne à l'épidémie du SIDA ?	..... ..... .....

Je vous remercie !

Questionnaire Inspecteur/Recteur

Ville :

1. Inspection Primaire
2. Inspection Secondaire
3. Université

Nom de l'inspection/Université :

1. Quel est le nombre d'établissements scolaires que vous supervisez ?	Nombre :					
2. Quel est le nombre d'enseignants et élèves dans les établissements que vous supervisez ?	Enseignants :			Elèves :		
3. Pensez-vous que le VIH/SIDA constitue un problème dans le secteur éducatif ?	..... Oui Non					
4. Est-ce que vous avez connaissance des cas de SIDA ou de séropositifs parmi les enseignants de vos différents établissements ?	..... Oui Non					
5. Si oui, quel est le nombre d'enseignants malades de SIDA ou séropositifs dans vos établissements ?	Séropositifs		Malades de SIDA			
	Total	Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin
6. Est-ce que vous avez connaissance des cas de SIDA ou de séropositifs parmi les élèves/étudiants de vos établissements ?	..... Oui Non					
7. Si oui, quel est le nombre d'élèves/étudiants malades de SIDA ou séropositifs dans vos établissements ?	Séropositifs		Malades de SIDA			
	Total	Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin
8. Arrive-t-il aux enseignants malades de s'absenter pour raison de maladie ?	Si oui , en moyenne combien de jours par mois ? ... Non Nombre de jours d'absence :					
9. Les enseignants malades sont-ils remplacés lors de leur absence ?	Si oui , quel est le nombre d'enseignants remplaçant les malades de SIDA ? En 2002-2003 : En 2003-2004 : Si non, comment faites-vous ?					
10. Quel est le coût approximatif de remplacement des enseignants malades ?	En 2002-2003 : FCFA			En 2003-2004 : FCFA		
11. Est-ce qu'il y a eu des cas de décès d'enseignants dans vos établissements ces 5 dernières années ?	Non	Si oui , quel est le nombre d'enseignants décédés de 2000 à 2004 ? Nombre de décès d'enseignants : Parmi les décès, combien sont attribuables au SIDA ? Nombre de décès liés au SIDA :				
12. Est-ce qu'il y a eu des cas de décès d'élèves/étudiants dans vos établissements ces 5 dernières années ?	Non	Si oui , quel est le nombre d'élèves décédés de 2000 à 2004 ? Nombre de décès d'élèves : Parmi les décès, combien sont attribuables au SIDA ? Nombre de décès liés au SIDA :				
13. Est-ce que la présence d'un enseignant malade de SIDA dans vos établissements provoque des réactions de la part de vos	Non Si oui , lesquelles ?					

collègues ou des élèves/étudiants ?		.....
14. Est-ce que la présence d'un élève/étudiant malade de SIDA dans vos établissements provoque des réactions de la part de vos collègues ou des élèves/étudiants ?	Non	Si oui , lesquelles ?
15. Avez-vous un cours sur le VIH/SIDA dans vos programmes d'enseignement ?	Non	Si oui, quelle est la durée du cours ? Durée du cours :
16. Existe-t-il des contraintes particulières liées à l'introduction de l'enseignement du SIDA dans vos programmes ?	.....Non n	Si oui , lesquelles ?
17. Dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, quelles sont les activités qui sont menées dans vos établissements ?	1. Aucune activité n'est menée	2. Si activités, lesquelles ?
18. Que suggérez-vous pour une riposte efficace de l'école tchadienne à l'épidémie du SIDA ?		..... ..... .....

Je vous remercie

Questionnaire Enseignant

Ville :

Type d'établissement : 1. Ecole Primaire
 2. Ecole Secondaire
 3. Ecole Supérieure/Faculté

Nom de l'établissement :

1. Depuis combien de temps enseignez-vous dans cet établissement ?	Nombre d'année :					
2. Pensez-vous que le VIH/SIDA constitue un problème dans le secteur éducatif ?	..... Oui Non				
3. Est-ce que vous avez connaissance des cas de SIDA ou de séropositifs parmi les enseignants de votre établissement ?	..... Oui Non				
4. Si oui, quel est le nombre d'enseignants malades de SIDA ou séropositifs dans votre établissement ?	Séropositifs		Malades de SIDA			
	Total	Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin
5. Est-ce que vous avez connaissance des cas de SIDA ou de séropositifs parmi les élèves de votre établissement ?	..... Oui Non				
6. Si oui, quel est le nombre d'élèves malades de SIDA ou séropositifs dans votre établissement ?	Séropositifs		Malades de SIDA			
	Total	Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin
7. Les élèves séropositifs ou malades de SIDA ont-ils le même rendement que les élèves non malades ?	..... Oui Non				
8. Arrive-t-il aux élèves malades du SIDA de s'absenter ?	.Non	Si Oui , quel est le nombre moyen de jours d'absence ? Nombre de jours :				
9. Est-ce que la présence d'un collègue malade de SIDA dans l'établissement provoque des réactions de la part de vos collègues ou des élèves ?	...Non	Si oui , lesquelles ?				
10. Est-ce que la présence d'un élève malade de SIDA dans vos cours provoque des réactions de la part des autres élèves ?	...Non	Si oui , lesquelles ?				
11. Avez-vous un cours sur le VIH/SIDA dans vos programmes	...Non	Si Oui, quelle est la durée du cours ? Durée du cours :				

d'enseignement ?		
12. Quelles sont les grandes lignes abordées par ce cours sur le SIDA (contenu du cours)?	Les grandes lignes du cours sur le SIDA :	
	
	
	
	
13. Avez-vous reçu une formation sur le SIDA ?	...Non	Si oui , Quand :..... Durée :.....
14. Existe-t-il des contraintes particulières liées à l'introduction de l'enseignement du SIDA dans vos programmes ?	...Non	Si Oui , lesquelles ?
15. Pensez-vous que le contenu et la durée du cours que vous dispensez sur le SIDA sont suffisants ?	...Oui	Si Non , que suggérez-vous ?
16. Dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, quelles sont les activités qui sont menées dans votre établissement ?	1. Aucune action n'est menée	2. Si activités, lesquelles ?
17. Que suggérez-vous pour une riposte efficace de l'école tchadienne à l'épidémie du SIDA ?	..... ..... ..... .....
18. Depuis combien de temps enseignez-vous ?	Temps :	

Je vous remercie

15. Que suggérez-vous pour une riposte efficace de l'école tchadienne à l'épidémie du SIDA ?	..... ..... ..... ..... .....
16. Quel est votre âge ?	Age en année :

Je vous remercie

Questionnaire Enseignant vivant avec le VIH

Ville : Sexe : **M** **F**

Type d'établissement : 1. Ecole primaire
 2. Ecole Secondaire
 3. Ecole Supérieure/Faculté

1. Depuis combien de temps avez-vous eu connaissance de votre état sérologique ?	Temps en mois ou années :	
2. Avez-vous déjà développé la maladie ?	..... Oui Non	
3. Si non, votre état de séropositif vous dérange-t-il dans l'exécution de votre métier d'enseignant ?	...Non	Si oui , pourquoi ?
4. Si vous avez déjà développé la maladie, est-ce qu'il vous arrive de vous absenter à cause de cette maladie ?	...Non	Si Oui , nombre de jours d'absence par an :
5. Est-ce que votre situation d'enseignant malade de SIDA provoque des réactions de la part de vos collègues ou des élèves ?	...Non	Si oui , lesquelles ?
6. Depuis que vous êtes malade, combien avez-vous dépensé les 12 derniers mois pour :	1. Transport :FCFA 2. Consultation :FCFA 3. Hospitalisation :FCFA 4. Médicaments :FCFA 5. Analyses médicales :FCFA 6. Autres dépenses :FCFA	
7. Qui a pris en charge ces dépenses ?	1. Moi-même :% 2. Les parents et amis :% 3. Mon employeur :% 4. Autres :%	
8. Quel est votre revenu mensuel ?	1. Moins de 50.000FCFA 2. de 50.000 à 74.000 FCFA 3. de 75.000 à 99.000 FCFA 4. de 100.000 à 150.000 FCFA 5. plus de 150.000 FCFA	
9. Depuis combien de temps enseignez-vous ?	Temps :	
10. Avez-vous reçu une formation sur le SIDA ?	...Non	Si oui , Quand :
		Durée :

Je vous remercie

Questionnaire Autre Personnel de l'éducation vivant avec le VIH

Ville : **Sexe :** M F

Profession :

1. Depuis combien de temps avez-vous eu connaissance de votre état sérologique ?	Temps en mois ou années :	
2. Avez-vous déjà développé la maladie ?	..... Oui Non	
3. Si non, votre état de séropositif vous dérange-t-il dans l'exécution de votre travail ?	....Non	Si oui, pourquoi ?
4. Si vous avez déjà développé la maladie, est-ce qu'il vous arrive de vous absenter à cause de cette maladie ?	....Non	Si Oui, nombre de jours d'absence par an :
5. Est-ce que votre situation de malade de SIDA provoque des réactions de la part de vos collègues?	....Non	Si oui, lesquelles ?
6. Depuis que vous êtes malade, combien avez-vous dépensé les 12 derniers mois pour :	7. Transport :.....FCFA 8. Consultation :FCFA 9. Hospitalisation :.....FCFA 10. Médicaments :.....FCFA 11. Analyses médicales :.....FCFA 12. Autres dépenses :.....FCFA	
7. Qui a pris en charge ces dépenses ?	5. Moi-même :.....% 6. Les parents et amis :.....% 7. Mon employeur :.....% 8. Autres :.....%	
8. Quel est votre revenu mensuel ?	6. Moins de 50.000FCFA 7. de 50.000 à 74.000 FCFA 8. de 75.000 à 99.000 FCFA 9. de 100.000 à 150.000 FCFA 10. plus de 150.000 FCFA	
9. Quel est votre âge ?	Age en année :	

Je vous remercie

Questionnaire Elève/Étudiant vivant avec le VIH

Ville : Sexe : M F

Type d'établissement : 2. Ecole Secondaire
3. Ecole Supérieure/Faculté

Nom de l'établissement :

1. Depuis combien de temps avez-vous eu connaissance de votre état sérologique ?	Temps en mois ou années :	
2. Avez-vous déjà développé la maladie ?	..... Oui Non	
3. Si non, votre état de séropositif vous dérange-t-il dans le processus d'apprentissage ?	....Non	Si oui, pourquoi ?
4. Si vous avez déjà développé la maladie, est-ce qu'il vous arrive de vous absenter à cause de cette maladie ?	....Non	Si Oui, nombre de jours d'absence par an :
5. Est-ce que votre situation de malade de SIDA provoque des réactions de la part de vos camarades élèves/étudiants?	....Non	Si oui, lesquelles ?
6. Depuis que vous êtes malade, combien avez-vous dépensé les 12 derniers mois pour :	1. Transport :.....FCFA 2. Consultation :FCFA 3. Hospitalisation :.....FCFA 4. Médicaments :.....FCFA 5. Analyses médicales :.....FCFA 6. Autres dépenses :.....FCFA	
7. Qui a pris en charge ces dépenses ?	1. Moi-même :.....% 2. Les parents :.....% 3. Mon employeur :.....% 4. Autres :.....%	